



HAL
open science

Bernard Simon : témoignage

Simon Bernard, Christian Galant, Yann Combot

► **To cite this version:**

Simon Bernard, Christian Galant, Yann Combot. Bernard Simon : témoignage. Agronomes du Cirad, 17, Edition INRA, 108 p., 2016, Archorales, 2-7380-1371-6 9-782738-013712. hal-02799611

HAL Id: hal-02799611

<https://hal.inrae.fr/hal-02799611v1>

Submitted on 5 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Guarana (Burkina). © Max Reynes



BERNARD SIMON

64

Il arrive au Gerdat en 1972. Ingénieur agronome avec une spécialisation à l'École supérieure d'application d'agronomie tropicale, ses compétences sont l'économie rurale, la conception et l'étude de plans et de projets de développement et la géostratégie. Bernard Simon est d'abord chargé de promouvoir le développement des recherches en économie rurale dans les instituts membres et d'en préparer l'organisation. Il assume ensuite des fonctions d'expert ou de chef de projet. Durant dix ans, il pratique l'agronomie « de terrain » au Cameroun puis des fonctions administratives ou d'enseignement. Il y voit les difficultés sociales d'un pays qui prend son indépendance. Il est actif dans les évolutions qui mènent du Gerdat au Cirad. Le reste de sa carrière lui laisse, dit-il, le « goût d'un rêve resté - hélas ! - inachevé. »

Je suis arrivé en 1972 au Cirad qui n'était encore que le Gerdat. Il avait seulement deux ans d'existence, alors que j'avais déjà 47 ans et plus de 20 ans de carrière derrière moi dans trois métiers différents : agronome de terrain au Cameroun, expert consultant dans un bureau d'études économiques, la Sedes (Société d'études pour le développement), puis responsable des aspects agricoles et économiques de projets dans un bureau d'études techniques spécialisé en hydraulique (Sogreah).

Je n'ai jamais été - ou prétendu être - un chercheur au sens où l'entendent l'Inra et le Cirad. Ce furent mes compétences en économie rurale et mon expérience géographique diversifiée qui incitèrent Jacques Alliot, administrateur du groupement, détaché par la Caisse centrale de coopération économique, à me recruter sur proposition de la direction de la Sedes (René Mercier et Marcel Combier) et de la Caisse centrale elle-même (Lucien Schmandt, mon vieux complice au Crédit du Cameroun).

Au départ, je devais élargir les responsabilités de Jacques Lanfranchi, conseiller scientifique, pour assister les instituts membres du groupement à donner une dimension économique à leurs recherches et à se déployer hors Afrique francophone, le « pré carré » jalousement gardé du ministère de la Coopération.

Mes fonctions ont bien évolué au fil des années !

Je suis né en 1925 à Poitiers, au hasard des affectations d'un père professeur de lettres classiques - mon grand-père paternel l'était également - et d'une mère psychologue. Nous étions six enfants. J'étais l'aîné de la fratrie, et ma dernière sœur, la seule survivante, a dix-sept ans de moins que moi. Dans la tradition familiale, l'enseignement était le débouché classique et, pour ma part, je n'ai commencé à percevoir que vers quinze ou seize ans qu'il y avait des avenir possibles bien différents.

Mon père, agrégé en 1921, après un an passé au lycée de Lorient, fut affecté à Poitiers puis muté à Paris au lycée Saint-Louis en 1931. Il y était professeur de français de classes préparatoires aux grandes écoles. Nous avons d'abord habité en plein Quartier latin, rue Quatrefages, ce qui m'a permis de connaître très tôt le Jardin des plantes, la mosquée de Paris et de faire ma grande maternelle au lycée Henri-IV, où mon père devait terminer sa carrière en Khâgne, 35 ans plus tard.

Une grave maladie de ma mère conduisit la famille à émigrer à Saint-Cloud, après que les quatre enfants déjà nés aient dû passer un an à Bordeaux répartis entre les grands parents. J'y fis ma 11^e (cours préparatoire) au lycée Montaigne où mon

grand-père paternel était professeur de 1^e. Je poursuivis ensuite des études sans histoires à Saint-Cloud, d'abord les classes primaires au lycée de filles, seul existant à l'époque, puis, dès sa création, au lycée de garçons, de la 6^e à la 4^e. De cette période, je garde le souvenir de mes débuts en jardinage à la maison, des découvertes faites grâce à l'intelligence de mon professeur d'anglais en charge des loisirs dirigés du samedi, que nous devions au ministre Jean Zay.

En 1939, avant même la déclaration de guerre, la famille, augmentée d'un garçon (le seul qui devait devenir professeur de lettres comme son père), dut partir en catastrophe pour Toulouse, où mon père avait été affecté d'office. En effet, comme tous les professeurs de classes préparant aux grandes écoles, il avait été considéré comme « affecté spécial » et replié dans le sud de la France. Du jour au lendemain, il fallut quitter Saint-Cloud pour Toulouse où j'ai passé deux années au lycée de garçons.

Dès l'armistice, mon père dut regagner Paris pour y reprendre son poste (entretiens, il avait été nommé au lycée Louis-le-Grand). Mais, par prudence, on me laissa un an de plus à Toulouse chez une tante, professeur d'anglais, dont le mari était prisonnier.

Pourquoi avez-vous choisi l'Agro ?

Au départ, il y avait trois raisons :

- la première a été l'éveil à la nature qui s'est fait par le scoutisme. J'ai été louveteau dès 6 ans, puis scout, routier et, pour finir, chef de troupe en 1^{re} année d'Agro, à 21 ans. Issu d'une famille urbaine, mais dont le père était botaniste amateur, j'ai découvert dans le scoutisme que j'avais le goût de la nature, de la botanique, des étoiles, de la vie au grand air. Je n'ai abandonné ma troupe avec regret que lorsque j'ai constaté que cette responsabilité était incompatible avec mon travail à l'Agro si je voulais en sortir dans un bon rang. D'ailleurs, je n'ai jamais abandonné l'esprit scout ;



5^e congrès international de biométéorologie, Montreux (Suisse), septembre 1969. B. Simon est au premier rang à droite. Il y représentait la Sogreah.

- la deuxième raison : j'avais de l'admiration pour l'unique cousin de mon père. Il avait fait l'Agro (P1919) puis le Génie rural. Il était certainement un brillant élève puisqu'une promo du GR portait son nom : Maurice de Stempowski. Je l'ai vu pour la dernière fois au moment où nous allions partir à Toulouse. J'avais accompagné mon père à Paris où il avait rendez-vous avec son cousin qui était mobilisé. Il a dit à mon père : « André, je te dis adieu parce que je ne reviendrai pas de cette guerre, je me bats à la fois pour la France et pour la Pologne ». Comme son nom l'indique, il était polonais d'origine et son père, réfugié politique, n'avait demandé sa naturalisation qu'en 1915 pour assurer l'avenir de son fils en France.

Troisième raison complémentaire et confortant les deux autres : déjà en 1942, nous avions vu disparaître sans nous poser de questions quelques camarades, dont Marcel Bluwal, car ils étaient juifs. Puis il s'est trouvé que j'ai été conduit, par esprit de résistance à l'occupant, à distribuer en douce, avec deux ou trois copains,

le journal *Défense de la France*. On cachait les journaux à distribuer sous les marches du confessionnal de la chapelle du lycée avec la complicité de l'aumônier. Mais, en 1943, à la suite de l'affaire de la librairie « Au vœu de Louis XIII », où une rafle de la gestapo avait provoqué l'arrestation de nombreux membres du réseau qui le publiait, les recherches allemandes se sont concentrées rapidement sur le Quartier latin et ses lycées car certains des résistants arrêtés en étaient d'anciens élèves.

Mon père s'est inquiété pour moi et a pris conseil de collègues et amis dont Jean-Jacques Juglas (c'était mon professeur d'histoire-géo et le futur patron de l'Orstom). Jugé trop jeune pour rejoindre un maquis, il fut décidé de m'envoyer me faire oublier à la campagne ; J.J. Juglas aurait dit en rigolant qu'un tel séjour serait très instructif pour un futur agro ! Mes parents demandèrent à une amie de Saint-Cloud dont la fille avait épousé un hobereau du fin fond de la Beauce, au début du Perche, à côté d'Illiers, de me prendre en charge. Je suis ainsi parti

SAUF INDICATION,
LES PHOTOS
APPARTIENNENT
À BERNARD SIMON.

fin novembre ou début décembre 1943, alors que je venais d'entrer en première année de « fume », pour le village de Nonvilliers-Granhoux.

J'étais officiellement le précepteur des trois enfants de cette famille dont l'aîné était en seconde et le dernier en cours moyen, tout en participant aux travaux de l'exploitation. En fait, je suis devenu très rapidement une force de travail d'appoint, fournissant une aide aussi intéressée qu'inexpérimentée à une exploitation privée de main-d'œuvre par la guerre.

Était-ce votre immersion en milieu rural ?

Oui. Au début, j'étais d'abord précepteur mais je participais aux travaux de la ferme. Mais, dès Pâques 1944, je suis devenu totalement valet de ferme. D'ailleurs, cela a étonné certains de mes camarades de promo de constater mes connaissances pratiques qu'un citadin n'avait pas. Je savais faucher, détourer un champ à la faux, conduire un cheval et utiliser le brabant ou la moissonneuse. Mon cheval m'aidait beaucoup. Cette jument perchonne connaissait le travail mieux que moi ! Elle me conduisait plus que je ne la menais ; elle m'aidait à faire des sillons droits et tournait seule en bout de champ. J'ai pu aussi participer à un vèlage, à faire le pain une fois par semaine. Dans les moments de loisir, j'allais garder les moutons avec une belle chienne Bas-Rouge qui le faisait à ma place. Cette vie pratique de terrain agrémentée par la pose de collets aux lapins et à l'observation des chevreuils ou sangliers dans les bois voisins m'a plu et conforté dans mon désir de faire l'Agro.

La présence des Allemands ne s'est manifestée qu'en mai-juin, d'abord par des combats aériens au-dessus de nos têtes pendant que nous faisions les foins, ce qui nous a valu de recueillir et de planquer jusqu'à la libération un pilote qui avait été abattu au-dessus du bois voisin ; ensuite par le campement, durant une dizaine de jours autour de la ferme, d'un détachement de chars allemands rejoignant la zone de débarquement. Je n'ai vu mes premiers Américains que le 15 août en allant à vélo à Courville. Mais mon premier contact à la réalité de la guerre intervint quelques jours plus

tard. Une jeep s'arrêta pour me demander si je savais où étaient les premières défenses allemandes avant Chartres, quand un des passagers m'interpella en français : « Simon ! Qu'est-ce que tu fais là ? ». C'était Maspero, un camarade de Khâgne à Louis-le-Grand qui avait rallié - Dieu sait comment - les Alliés et était utilisé comme interprète. Il a été tué au combat un peu plus tard en Belgique.

C'était une période laborieuse mais pas heureuse car j'étais éloigné de ma famille. Mes parents ont cependant trouvé une combine pour envoyer un de mes jeunes frères me rejoindre à Pâques 1944.

Comment avez-vous fini vos classes préparatoires ?

Je suis revenu en « fume » en octobre 1944. Dès mon retour, étiqueté abusivement comme « résistant », j'ai été convoqué par le comité d'épuration du lycée pour témoigner sur l'attitude de certains professeurs suspects de collaboration. J'ai pu ainsi sauver la mise de notre professeur de chimie de 1942.

Il y avait bien eu en septembre un concours pour remplacer celui de juin. Mais je ne m'y suis pas présenté car je n'avais que quatre mois de prépa. J'ai donc redoublé une année et j'ai été reçu au concours normal de 1945. J'avais passé tous les concours et j'avais été reçu à l'Agro et à Grignon. En revanche, j'avais été collé à l'École de géologie de Nancy qui venait d'être créée. J'ai pu faire admettre que la presque année que j'avais passée dans ma ferme du Perche équivalait au stage requis de première année. J'ai donc pu intégrer l'Agro. D'ailleurs une bonne camarade, Marie-Louise Cagnac, en prépa avec moi, m'avait envoyé durant l'année scolaire 1943-1944 les principaux cours et devoirs de notre prépa.

J'ai été reçu à l'Agro alors que j'avais fait math élém contre l'avis de mes parents et parce que je voulais déjà faire l'Agro. Or, je n'étais pas fameux en maths. J'étais plus littéraire. À titre d'anecdote, je peux révéler que j'ai été reçu à l'Agro dans un bon rang grâce à une note tonitruante en maths que je dois à deux causes : M. Cagnac père, professeur de maths nous prenait, sa fille et moi, tous les jeudis après-midi

chez lui et nous faisait plancher. On connaissait le programme ! La deuxième cause : Georges Cagnac avait un collègue et ami du nom de Daniel Caire. Comme sa fille présentait le concours, G. Cagnac, examinateur à l'Agro, avait renoncé à ce poste et l'avait confié à son camarade D. Caire. Lequel D. Caire était l'heureux inventeur du « théorème de Caire », théorème sur l'ellipse. Or, je suis passé à l'oral sur l'ellipse avec D. Caire et, connaissant son théorème, j'ai eu 18,5 !

Quels sont les professeurs qui ont fait votre admiration ?

À l'Agro, peu de cours étaient intéressants, faits par des professeurs qui me semblaient vieux et dépassés. Armand Blanc et Michel Carlier m'ont donné horreur du génie rural qui, selon eux et contrairement à ce que disait le cousin de mon père, se résumait à des barrages, des canaux et des machines. En revanche, j'ai apprécié Joseph Lefèvre, plus par ses travaux pratiques en excursions que par ses cours, et, à l'occasion de leurs excursions, Marçais, Maublanc. La zootechnie était brillamment enseignée par Leroy mais n'était pas dans mes priorités, Servigne était aussi un remarquable professeur, mais son cours dépassait ma faculté de compréhension. Je n'ai jamais pu apprendre avec Cuny la taille du poirier dans le jardin du Luxembourg et encore moins celle du « cachichier », comme il disait, ce qui m'a valu un 2 à l'examen. Seul émergeait du lot pour moi René Dumont, jeune maître de conférences d'agriculture comparée.

D'ailleurs, je crois que René Dumont m'avait repéré pour mon attention et mes remarques, car il avait donné une excellente note à mon rapport de stage de 2^e année et avait retenu l'exploitation objet de ce stage comme but d'excursions pour les élèves de 1^e année. Je l'y accompagnais et faisais devant lui l'analyse de cette exploitation pour m'entendre critiquer et accuser de technocratie à la grande joie de mes camarades ! Il est vrai que cette exploitation était proche de Paris, à Ennery près de Pontoise, et appartenait aux parents d'un de mes camarades de prépa, Jean Bazin qui intégra en 1946 mais n'en sortit qu'en 1947 pour cause de maladie. Il fit par la suite le génie rural outre-mer et nous



ne reprimes contact que dans les années 1950 au bord du Logone alors qu'il était au Tchad et moi au Cameroun.

La vie et l'éloignement m'avaient par la suite un peu séparé de Dumont, le maître à penser de mes premières années d'Afrique ; nous nous sommes même fâchés un bon moment à propos de Cuba et de la Chine, mais je suis resté quand même très proche de ses idées sur le plan agricole et sur sa conception du développement. J'ai même écrit deux articles à son propos au moment de sa mort et pour le centenaire de sa naissance. Un jour, entre quatre yeux, cinq ou six ans avant sa mort, il m'a dit : « Écoutez Simon, j'ai vraiment un regret, c'est d'avoir été responsable de l'apparition de l'écologie politique ». Il s'était probablement fait avoir lorsqu'on l'a poussé à se présenter à la présidentielle de 1976. Mais je n'en sais pas plus.

En revanche, à l'École supérieure d'application en agronomie tropicale (Esaat), je trouvais ce que je cherchais confusément : des enseignements novateurs. Déjà R. Dumont y développait sans contrainte son enseignement d'agriculture comparée appliquée au développement. Je découvris l'agro-météorologie avec Paul Carton, la génétique avec François Boeuf, les agricultures paysannes africaines

avec Roland Portères, la statistique avec André Vessereau. L'enseignement des cultures dites « spéciales » était bien moins intéressant car assuré, soit par des ingénieurs dépassés pour être restés en métropole durant toute la guerre, soit par des ingénieurs de retour d'Indochine, fatigués par de trop longs séjours sous l'occupation japonaise. Un seul se détachait : André Angladette, bien fatigué lui aussi, mais dont le cours sur le riz était remarquable. Il fut d'ailleurs mon patron et mentor l'année suivante au ministère de la Fom (France d'outre-mer) et est resté mon conseiller occasionnel jusqu'à sa mort.

Je suis arrivé à l'Esaat par choix délibéré. En effet, je ne voulais pas du génie rural (à cause de A. Blanc), ni des Eaux et forêts qui ne pouvaient pas me conduire à pratiquer l'agriculture que je souhaitais (à la déception de ma fiancée qui aurait bien voulu se marier avec un garçon en bel uniforme). Mais, alors que je n'en attendais pas beaucoup mieux que de l'Agro, je fus, bien au contraire, passionné par l'agronomie que j'y découvrais et le sens à lui donner. J'y passais sans trop de peine une année vagabonde entre la rue du Général-Foy, le Cnam, le Muséum vétérinaire à Alfort et même son siège théorique à Nogent pour y retrouver ce cher vieux Georges Noakovitch, déjà repéré à

l'Agro, lui-même agro 1912 qui avait fait Nogent l'Ensac (École nationale supérieure d'agriculture coloniale) en 1917 et y était resté ! On fréquentait aussi l'Agence des colonies, rue La Boétie qui était notre cantine, bien meilleure que celle de l'Agro !

J'en sortis major sans grand effort, ce qui me permit d'être affecté à ma sortie au ministère de la Fom où je récupérai bientôt A. Angladette comme patron. Je me mariais dès le lendemain de la sortie. Après une dernière colle de technologie passée pour le principe avec Boris Tkatchenko dans le métro au retour d'une visite d'usine. Elle portait, je crois, sur l'usinage du riz.

Concernant votre orientation vers l'économie rurale, qui était votre chef de bataille ?

Ce n'est sûrement pas dû à P. Fromont, qui prônait l'avenir de la petite exploitation agricole. Je n'y croyais pas. Pour moi, c'était complètement dépassé, d'autant plus que mon stage s'était déroulé dans une exploitation en pointe pour l'époque. Mon intérêt pour l'économie est venu plus tard, probablement par mes lectures. À ma sortie de l'Esaat, que j'avais choisie par goût du développement et de l'agriculture dans les pays tropicaux,

P. Carton, directeur de l'école m'avait dit : « Si vous voulez, je vous fais affecter au ministère de la France d'outre-mer pendant un an ». En général on y mettait quelqu'un qui jouait le rôle de chef de cabinet ou plutôt de « grouillot » du directeur de l'agriculture, de l'élevage et des forêts qui était un agro d'outre-mer, Maurice Guillaume. Comme ma femme était enceinte et que cela se présentait mal, j'ai accepté tout de suite.

Je me retrouvais ainsi, jeune ingénieur débutant, à faire un peu tous les métiers dans cette direction. C'était rue Oudinot à Paris. J'y suis tombé à une époque où on voyait revenir les ingénieurs qui avaient passé toute la guerre dans les FFL ou en Indochine, en AOF, en AEF... Ils avaient quatre ou cinq ans de combats ou de séjours outre-mer et rentraient souvent très fatigués. A. Angladette y devint mon patron direct, se substituant à Jean Guilloteau qui n'apprécia pas du tout. C'était vraiment un rescapé ; il avait été prisonnier des Japonais. Là, je me suis trouvé à rencontrer des gens aussi curieux que le colonel Pierre Bourgoin, personnalité hors du commun, ancien instituteur en Oubangui et grand chasseur, qui venait d'être nommé inspecteur général des chasses outre-mer. Commandant des parachutistes français du débarquement, parachuté malgré son bras droit en moins, il conduisait comme un fou sa Salmons à conduite à droite en m'emmenant avec lui à Nogent.

Des ingénieurs comme A. Angladette sont progressivement venus prendre les places de ceux qui étaient demeurés là pendant la guerre. Le précédent directeur lui-même avait disparu, il avait été « épuré », ses deux adjoints également. Donc je suis arrivé pour travailler avec des individus qui avaient une autre idée des colonies ou du devenir des colonies. Une réflexion économique propre au ministère s'est branchée là-dessus. Du fait de mes fonctions de « bon à tout », j'allais aux affaires politiques, aux affaires économiques, au plan. On m'envoyait à des comités internationaux sur tel traité ou tel autre, on me faisait préparer des projets de décrets que je devais soumettre au cabinet du ministre. Tout se remettait en place. J'ai découvert qu'il y avait autre chose dans l'agriculture que la technique, il y avait aussi l'économie : économie politique, économie du développement, pour

aboutir à l'exploitation agricole en particulier. C'est ainsi que j'ai assisté à la conférence interafricaine sur la conservation et l'utilisation des sols qui préparait la création du Bureau interafricain des sols.

En arrivant en 1948 au ministère de la France outre-mer, qu'observiez-vous de ces mouvements d'indépendance des pays, anciennes colonies ?

La direction de l'Agriculture, de l'élevage et des forêts était encore, à mon arrivée, un véritable panier de crabes où s'entre-croisaient les arrivants de retour d'outre-mer qui venaient prendre les places et les partants restés toute la guerre en métropole, abusivement étiquetés « collaborateurs » et, en tous cas indésirables, qui devaient repartir outre-mer.

Le directeur, Maurice Guillaume, était un « politique ». Il rentrait d'Indochine pour rejoindre la métropole et le gouvernement en place. Mais le bateau qui le rapatriait avait été arraisonné par les Anglais au large du Cameroun. Les passagers qui rentraient d'Indochine ont été débarqués et M. Guillaume s'est retrouvé coincé au Cameroun. Plus gradé que les ingénieurs en place, il est naturellement devenu le patron des services de l'agriculture et il aurait fait fuir celui qui en était l'intérimaire, furieux d'être sous les ordres d'un autre. C'est ainsi que, pour des histoires de rivalités personnelles, cet incident de parcours fit de M. Guillaume un « résistant » et de son prédécesseur, René Coste (le créateur de l'IFCC) qui n'était rien du tout, un « pétainiste » parce qu'il était rentré à Paris. M. Guillaume est ensuite allé à Alger où il a créé et dirigé la nouvelle direction générale de l'agriculture, de l'élevage et des forêts, dans le cadre du ministère des Colonies (je crois que le ministre à Alger était René Pleven).

Je succédais à ce poste à Louis Marillonnet, grignonais de la promo antérieure de l'Esaat, qui s'y ennuyait et souhaitait partir outre-mer au plus vite.

M. Guillaume m'a testé. J'ai fait au moins deux ou trois notes à sa demande sur des sujets aussi ésotériques que le Babaça, le Carnauba, deux palmiers du Brésil connus l'un pour son huile, l'autre pour sa cire utilisée dans les cirages, alors que j'étais loin de me douter que j'irais un jour au Brésil ! Je crois qu'il m'aimait bien

et avait une certaine confiance en moi. Il m'avait confié la rédaction de projets de décrets que je devais soumettre au cabinet du ministre et qui étaient régulièrement retoqués malgré l'aide de Maurice Beaumont, notre professeur de législation coloniale à l'Esaat, que j'avais retrouvé au poste de juriste du ministère.

Je n'ai pratiquement pas entendu parler de l'Afrique, en revanche de l'Indochine oui, par des gens comme A. Angladette, venu diriger la partie agricole de la direction, et Louis Feunteun, vétérinaire qui venait aussi d'Indochine et qui dirigeait l'élevage. Pour les forêts, c'était un peu différent. Le responsable forestier avait été épuré et rétrogradé (André Aubréville), il avait été remplacé par Paul Alba qui était la plupart du temps à Nogent ; c'était surtout Jean Werquin qui gérait ce domaine. Jeune polytechnicien forestier (ils n'étaient pas nombreux à l'époque) tout juste rentré de son premier séjour, un homme tout à fait remarquable, J. Werquin, qui a été en fin de carrière l'un des derniers directeurs de l'IRCT, rentrait de Madagascar, où, en 1947, une rébellion avait été brutalement matée par l'armée française, avec des centaines ou des milliers de morts. Et Werquin l'avait vécue !

Concernant l'Afrique, j'ai vu défiler de « vieux » baroudeurs qui m'ont marqué, tels que Paul Coléno, Robert Clérin, Etienne Macari, André Marchal, Christian Canoz. J'ai rencontré Robert Sagot, inspecteur général de l'agriculture au Sénégal. Cet immense bonhomme était venu assurer la succession de A. Angladette dans le secteur agriculture ; A. Angladette s'était en effet rendu compte que cette responsabilité était trop fatigante et avait demandé à partir à Nogent pour y prendre la direction de la Section technique d'agriculture tropicale (Stat). R. Sagot avait un jour profité de sa rencontre dans mon bureau, salle d'attente pour les visiteurs du directeur, avec son ami et rival Louis Blondeau, chef de service en Côte d'Ivoire, tous deux grignonais de promos voisines (1913 et 1914), pour s'y livrer à une homérique - mais fausse - engueulade pour épater le jeune blanc bec que j'étais.

Beaucoup d'« Africains » sont passés par le bureau que je partageais avec la redoutable madame Amman mais peu m'ont

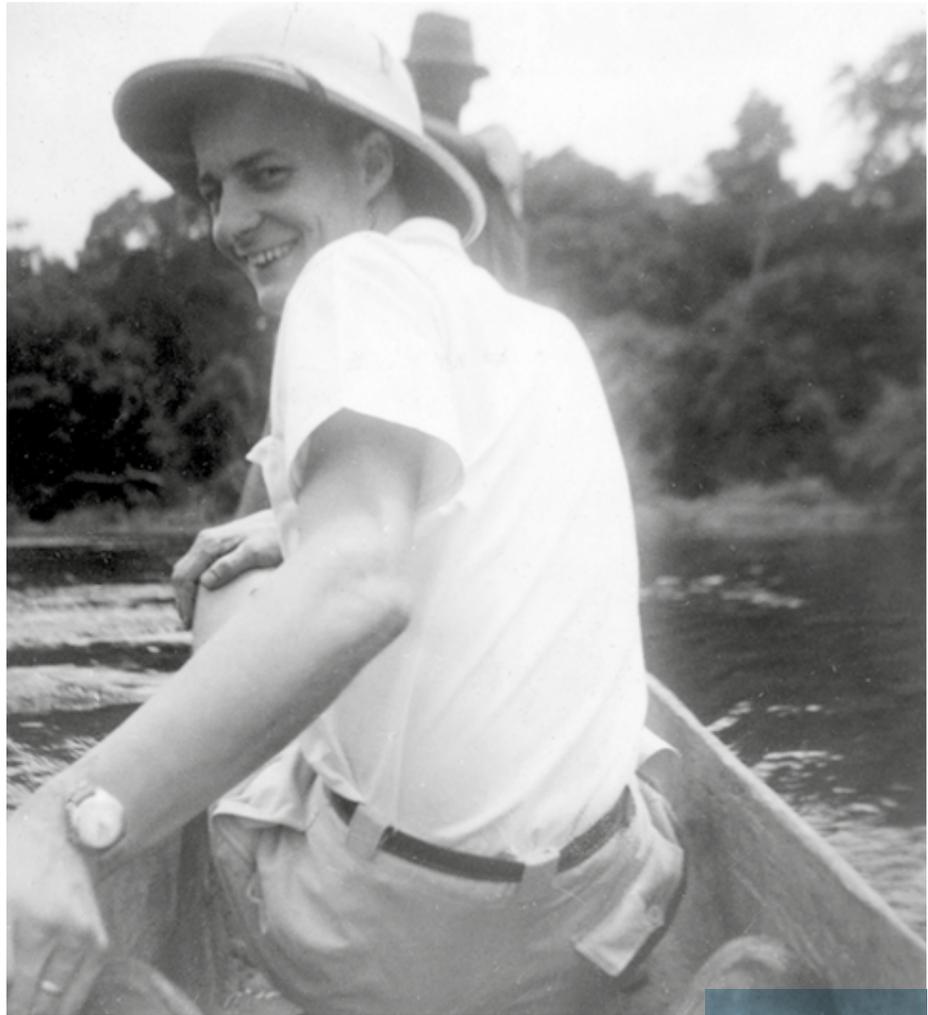
parlé d'événements marquants comme le débarquement manqué à Dakar, le ralliement du Tchad, le débarquement surprise du capitaine Dio au Cameroun. Concernant l'AEF et le Cameroun, je n'ai été informé des événements marquants et des évolutions qui en avaient résulté qu'une fois sur place.

Entre-temps, ma femme avait accouché et nous étions pressés de partir. J'ai fini par oser demander à Guillaume quand et où je partirai. Il a fini par me dire : « Je vous affecte au Cameroun, c'est l'Indochine de demain ». Il n'était pas le seul à penser cela d'ailleurs. C'était très curieux car j'ai constaté par la suite la déception des collègues venant d'Indochine après 1954. En revanche, il ne m'a rien dit de ce qui m'y attendait alors qu'il me mettait entre les mains d'un de ses solides ennemis !

S'ensuivit un départ tant attendu pour l'Afrique depuis Marseille avec le vieux paquebot mixte Hoggar, où nous avons eu le droit inattendu à une cabine de 1^{re} classe. Cet omnibus desservant tous les ports pour charger et décharger passagers et marchandises faisait des escales assez longues. Il nous permit de découvrir ce continent par petits bouts : Alger, Casa, Dakar, Conakry, Tabou, Sassandra, Abidjan, Lomé, Cotonou, Lagos, et le charme relatif des descentes et remontées en « petits paniers » dans les barcasses faisant la navette avec les wharfs, manœuvrés par d'habiles *kroumen* embarqués à Tabou.

Comment était organisé le Cameroun ?

Au Cameroun, quelques jeunes ingénieurs m'avaient précédé dont trois de ma promo Esaat. Mais le Cameroun, comme l'AEF, était auparavant le ghetto pour les agronomes. Il y avait beaucoup de vieux conducteurs arrivés par le rang et quelques rares ingénieurs. Pourtant, tout de suite après la guerre de 1914-1918, des ingénieurs de bonne qualité y avaient servi, arrivés quasiment dans les fourgons de l'expédition franco-anglaise qui avait conquis le Cameroun sur l'Allemagne. Mais dans l'immédiate après-guerre, il ne subsistait que des gens pas ou plus très au point au niveau scientifique ou agronomique, même si certains avaient une excellente pratique agricole.



Cameroun. Départ en tournée sur la Sanaga, 1950.

Le service était demeuré à Douala dans un bâtiment ancien et exigü alors que la plupart des autres administrations avaient déménagé à Yaoundé, la nouvelle capitale. Un vieux conducteur malicieux me confia à son propos, sous le sceau du secret, que la haie bornant la concession aurait été plantée en cocaïer (*Erythroxylon coca*) par un ancien, fantaisiste ou consommateur. Je n'ai jamais vérifié. Quelques jours plus tard, ce fut le voyage pour Yaoundé : douze heures de train de nuit avec plusieurs arrêts pour refaire le plein de bois ou d'eau !

Les fonctionnaires et les « grands blancs » du privé se croyaient toujours dans des colonies d'avant-guerre. Lorsque nous sommes arrivés, la guerre semblait ne pas avoir existé ; on y vivait encore selon des règles sociales, administratives de l'avant-guerre. Tout était régi par la loi et les décrets de 1901. C'était un monde dépassé. Je me souviens qu'il nous avait été reproché de fréquenter des Grecs et des Libanais autrement qu'en tant que commerçants.

Le fonctionnaire de l'agriculture était encore « le jardinier du commandant » : il cultivait le jardin potager du poste et approvisionnait régulièrement en légumes les dames des autres fonctionnaires d'autorité. Même à Yaoundé, je n'y ai pas échappé. Responsable de la ferme de la Sip (Société indigène de prévoyance) de MvogBetsi, j'ai dû fournir des paniers de légumes à quelques administrateurs ou magistrats (et aussi à mon épouse !). Je m'en suis déchargé très vite après explications avec les chefs de région et de subdivision nouvellement nommés et la ferme, devenue ferme Société africaine de prévoyance (Sap), se vit dotée d'un directeur contractuel, Provensal, auquel fut laissée toute liberté d'action.

Comment avez-vous été accueilli au Cameroun ?

J'avais été affecté au Cameroun par Guillaume contre l'avis du chef de service local, Raymond Juliat, vieil ingénieur diplômé de l'école du Havre.

Descente en « paniers » depuis le « Hoggar » sur les barcasses nous emmenant au wharf de port Bouet (Côte d'Ivoire). Le port d'Abidjan n'existait pas encore, novembre 1949.



Je n'étais donc pas le bienvenu. À notre sortie du bateau avec notre petite fille de six mois, nous avons été reçus par Pierre Debetz, camarade de promo célibataire, arrivé un an avant et qui se morfondait au contrôle du conditionnement. Il nous a réceptionnés au port et notre accueil s'arrêta là ! Faute de considération et de moyens, nous nous sommes retrouvés à coucher sur des lits de camp dans ce qui était la bibliothèque - déserte - du service, entre des régimes de bananes sauvés du contrôle du conditionnement par le personnel pour son usage personnel.

Le lendemain ou le surlendemain, le chef du service et son épouse nous ont reçus à dîner. Il m'a dit carrément devant ma femme : « Vous êtes Agro et vous arrivez marié, vous avez perdu 50 % de votre valeur ». Je savais qu'il y avait toujours eu une rivalité agri/agro dans le système colonial mais à ce point-là entre ingénieurs sortis du rang et ceux issus des

écoles classiques, c'était inimaginable ! Pour couronner l'accueil, comme il ne pouvait pas me renvoyer puisque c'était son grand patron qui m'avait envoyé, il m'a affecté à Yaoundé, qui venait de devenir la capitale - alors que le service restait à Douala - comme responsable de la région agricole du Nyong et Sanaga, l'une des plus grosses régions du Cameroun et qui avait pour chef-lieu la nouvelle capitale.

Je n'avais aucune expérience et je succédais à un collègue, Jean Helly, qui était parti depuis six mois et après un intérim assuré par le directeur de l'école d'agriculture, Paul Bédou, qui avait peu d'élèves. Il m'a fait faire une petite tournée d'une journée pour me montrer un peu comment on faisait et ce fut toute la passation de service !

J'ai eu la chance d'avoir un assistant agricole en fin de carrière, Gustave Bélinga, un Ewondo ! Il connaissait le coin comme

sa poche et en plus il avait de la sympathie pour moi autant que j'en avais pour lui. Il m'a appris le métier ! À l'époque, on n'avait pas de voiture ; j'ai cependant bénéficié après réclamation d'un vieux 4x4 Dodge, rescapé de la colonne Leclerc et d'un chauffeur, Zacharie, de même origine. Une jeep flambant neuve était cependant garée chez moi sans droit d'utilisation car elle était réservée aux déplacements du chef de service lors de ses rares passages à Yaoundé. En fait, je m'en servais en douce puis officieusement dès le départ en congé de Juliat, avec la complicité de son intérimaire, Alexandre Picco, puis tout à fait officiellement après l'arrivée de son successeur, Georges Frontou, ancien d'Indochine et camarade de promo de Guillaume, qui venait au Cameroun terminer sa carrière.

J'ai donc appris mon métier selon des normes d'avant-guerre, avec quinze jours de tournées obligatoires par mois. Elles

se faisaient la plupart du temps à pied, avec six porteurs et un gardien régional payés sur mes crédits. Mon grade d'ingénieur stagiaire me permettait d'avoir seulement six porteurs ! Quant au gardien régional, c'était un supplétif fourni par le chef de subdivision qui était censé souligner mon importance. Ce brave garde camerounais avait une vieille pétoire sans rien à mettre dedans. Je me souviens que - officiellement - les porteurs ne devaient pas porter plus de 25 kg, marcher plus de 25 km par jour et être payés 25 francs CFA par jour. Cette règle des 25/25/25 n'a en fait jamais été respectée mais il ne faut pas oublier que l'utilisation du *tipoye* (sorte de chaise à porteurs) n'avait été interdite qu'en 1948. D'ailleurs, elle n'était déjà plus utilisée que par quelques vieux administrateurs et des grands chefs coutumiers. Par ailleurs, dans les coins reculés que je devais visiter, il n'y avait pas de cartes à jour et le service géographique me prêtait des relevés d'itinéraires allemands à utiliser et à compléter le mieux possible.

J'ai eu au départ deux chances. La première était mon brave Belinga complété par mon *clark* (secrétaire en pidgin), Joseph Mintyéné, qui tapait mal mais connaissait tout le monde et débrouillait tous les palabres par de mystérieuses complicités. La deuxième vint tout bonnement du haut-commissaire. Le gouverneur André Soucadaux, devenu haut-commissaire, a très vite senti qu'il y avait un problème car on n'envoyait pas sans raison un jeune ingénieur dans une région aussi importante pour lui demander en plus de représenter son service dans des réunions auxquelles participaient tous les directeurs et chefs de service du territoire. Il a compris que c'était une mise à l'épreuve et m'a accepté très aimablement. Il m'a même fait attribuer un témoignage officiel de satisfaction, seule « décoration » qu'on pouvait remettre à quelqu'un qui n'avait que deux ans de métier. Il est vrai que j'avais organisé un comice agricole - le seul de ma carrière - que Jourdain, secrétaire général du territoire, était venu visiter. En personne !

Je fus rapidement secondé par un adjoint, Jacques Mirivel, qui cumulait au début avec la responsabilité du poste de contrôle du conditionnement des produits. Il y fut vite remplacé par un conducteur de

nationalité sénégalaise, Assane Diop, une figure inoubliable ; il se considérait comme un colonisateur dans ce pays de sauvages et traitait les possesseurs de lots de cacao non conformes aux normes de « C... de nègre », même s'ils étaient blancs !

Des chefs de postes agricoles, ingénieur ou conducteur, étaient en place à mon arrivée, dans trois des subdivisions : l'un, Pierre Beaugendre, disparut rapidement pour aller à Madagascar, un autre, Robert Duhuy, fut mon maître en cultures potagères et fruitiers exotiques et resta mon ami jusqu'à sa mort, le dernier était un conducteur camerounais, individu rare pour l'époque, René Gobé.

Pendant mon premier séjour, j'ai fait de la brousse, accessoirement la représentation du service. J'ai été en même temps chargé de la direction de l'école d'agriculture, fermée au départ de mon prédécesseur. Un nouveau bâtiment venait pourtant de lui être construit et il m'a été demandé de le remettre à l'Orstom qui s'installait au Cameroun.

Enfin, avant même mon arrivée, un terrain nommé N'Kolbisson (montagne des singes en ewondo) avait fait l'objet d'une concession à une dizaine de kilomètres de Yaoundé en vue d'y créer un vrai centre de recherche agronomique. Le chef de service m'avait dit : « Vous êtes directeur du futur centre, à vous de vous débrouiller pour le créer ! ». J'ai eu à ouvrir la route d'accès, à superviser l'exécution des marchés de construction des premières maisons et laboratoires. Il m'a fallu, dès le début des travaux, construire une maison selon mes propres plans et avec les maigres moyens dont je disposais, pour y loger un conducteur des TA chargé des aménagements et qui en fut le premier directeur, Georges Bearth. Bien qu'ayant l'âge de mon père, il devint un ami avec lequel je suis resté en relation jusqu'à son décès. La dernière fois que je suis allé au Cameroun, cette case était encore habitée.

N'Kolbisson est maintenant le grand centre de recherche du Cameroun. À l'époque, il n'y avait que des stations spécialisées telles que Dschang, la plus célèbre et aussi celle de Guétalé au nord qui était dédiée aux cultures de quinquina et d'arachide, il y était prévu un développement pour les cultures de

coton. Plus tard la station de N'Koemvone sera consacrée à la culture du cacao sous l'égide de l'IFCC avec le concours de Jean Braudeau et de Jean Grimaldi, rejoints par la suite par Émile Lavabre et Raoul Muller.

Subsistaient aussi deux petites stations plus ou moins en sommeil, anciennes stations d'essais allemandes, à Ebolowa pour le sud et à Maroua pour le nord, qui servaient de centres de formation agricole pour assistants et moniteurs. Les Allemands n'avaient en effet qu'une seule grande station, celle de Victoria (actuellement Limbé) au pied du Mont Cameroun, qui avait été créée en 1889 par Paul Rudolf Preuss, botaniste allemand, sur les vestiges d'une ancienne plantation de missionnaires anglais. Dans ce schéma général, on pourrait mentionner aussi une ébauche de station rizicole à Nanga-Eboko créée par Gilbert Élias et abandonnée à son départ. Lorsqu'il revint, il créa et prit la direction d'une station consacrée au riz à Yagoua qui fut l'ancêtre du Semry.

Quelles étaient vos conditions de vie à Yaoundé ?

Il y avait une pénurie extraordinaire de logements à Yaoundé, qui venait de devenir la capitale. Nous avons vécu cinq ou six mois dans une case que les gens appelaient vulgairement le « stalag ». Cette baraque en bois ressemblait effectivement à celles des camps de prisonniers de guerre. Les cinq ou six chambres qu'elle contenait étaient attribuées, faute de mieux, aux nouveaux arrivants, jeunes et peu gradés, dont un autre ménage. Sans vraie cuisine, nous allions prendre la plupart de nos repas au mess des fonctionnaires voisin dont le tonitruant barman était surnommé « Naphtaline ».

Finalement ma femme, conseillée par une jeune amie - épouse du chef de subdivision, administrateur de la Fom, totalement intégrée car née sur place -, est allée voir le directeur du personnel qui nous a affecté une vieille et belle case, jusque-là traditionnellement attribuée au directeur adjoint des finances. C'était une case allemande en poto-poto, couverte en nattes, avec une aile annexe réservée à la domesticité et un grand jardin, dans

lequel subsistaient un très vieil anacardier presque couché et des aristoloches qui se reproduisaient naturellement depuis des années. Construite en 1911, elle aurait été habitée par le redoutable et fameux Major Hans Dominik. Une partie de notre mobilier était de facture locale allemande. Considérée comme un monument historique, elle (et son mobilier) faisait l'admiration des visiteurs avertis. Avant notre entrée dans les lieux, elle avait été en partie découpée, compte tenu de sa taille, pour y créer un studio où logeait une secrétaire du haut-commissaire.

Le remplacement de R. Juliat, parti en congé, par Georges Frontou, venu d'Indochine, aimable et charmant, camarade de promo de Guillaume, changea totalement nos relations et mes responsabilités. Le chef de service venait régulièrement à Yaoundé, il logeait à la maison faute d'hôtel et se montrait un hôte encombrant mais très agréable.

La fin de ce premier séjour, qu'on peut considérer comme une période d'initiation, a été difficile mais très enrichissante, pour mon épouse comme pour moi. Elle s'est achevée par un agréable retour par le Foucauld, paquebot moderne, en dépit de la tempête dans le golfe de Gascogne, avec Noël et jour de l'An en mer et excursion d'une journée sur l'île de Ténériffe.

Après deux ans de séjour, c'était du tourisme dans un confort inhabituel ! Partis à trois, nous revenions à quatre avec un garçon né à Yaoundé.

Votre premier séjour au Cameroun s'est achevé en 1951 avec la satisfaction d'avoir fait du développement.

La satisfaction d'avoir appris mon métier, d'avoir appris à comprendre et à m'entendre avec les paysans, d'avoir essayé d'apprendre l'ewondo pour remplacer le pidgin et, au bout du compte, d'être devenu conscient que proposer des améliorations techniques ne résolvait pas tous les problèmes de modernisation des exploitations et des villages, si elles n'étaient pas sous-tendues par une bonne connaissance du contexte économique et social. Les enquêtes demandées par le ministère pour l'établissement de budgets familiaux étaient déjà l'ébauche maladroite d'une démarche socio-économique. Comme liberté nous était donnée, tant pour les méthodes d'investigation que pour les résultats à fournir, nous avons été plusieurs à explorer ce domaine nouveau et original qui nous semblait ouvrir une approche concrète des problèmes du développement, au moins au niveau villageois.

Quels compléments d'expériences vous ont apporté les séjours suivants ?

Au second séjour, mon épouse attendant notre troisième enfant, j'ai dû revenir seul, sur le même vieux Hoggar dont c'était le dernier voyage, et je me suis trouvé affecté à la direction en charge des questions techniques. J'ai fait admettre au directeur qu'il n'y avait pas que des problèmes techniques, et que le développement agricole avait une dimension économique. Il a alors été créée une section économique et je suis devenu chef de la section technique, du plan et des programmes.

La direction quittant enfin Douala pour Yaoundé, son déménagement fut confié à Jacques Liabeuf (futur chercheur puis directeur de l'IFCC), que j'allais remplacer, et à moi. On emménagea provisoirement dans de vieux bâtiments allemands. Une fois installés, l'organisation des services se mit en place et j'ai organisé mon service avec un adjoint, Henri Marticou, qui m'a succédé. Les deux jeunes ingénieurs arrivés avant ceux de ma promo Esaat étaient sur le point de rentrer. L'un, Maurice Tourancheau, un homme remarquable par ses compétences et son sens de l'organisation, était le véritable chef de service. Beaucoup l'ont connu par la suite à la Compagnie française pour le développement des textiles (CFDT) dont il devint le directeur ; l'autre, Pierre Bonhomme, qui a été mon lointain prédécesseur à Dschang, n'a fait qu'un séjour.

J'ai passé tout ce séjour à la direction où je me suis essentiellement occupé d'économie. Il m'a conduit à entretenir de fortes liaisons avec le service du plan qui venait d'être monté par des personnes remarquables : Paul Champion (administrateur) et Boris Maldant (polytechnicien mon futur collègue à la Sedes). Sans parler du nouveau service des statistiques confié à un jeune Ensaë, Jean Causse, qui s'escrimait à faire fonctionner sans trop s'embrouiller dans les câbles le premier ordinateur du pays, un Bull. C'est alors que j'ai commencé à faire vraiment de l'économie.

Cependant, cette agriculture « au porte-plume » se révéla bien peu excitante car déconnectée du terrain. Avec mes complices, Henri Marticou et Sébastien

Jean-Michel Soupault, président de l'Inra de 1972 à 1974.



Cameroun, 1952. L'ensemble des participants à la conférence du cacao à Yaoundé autour du gouverneur général André Soucardaux.

Bazan (responsable de la protection des végétaux), nous réalisa mes deux études impérissables sur la production du cacao puis sur celle du café au Cameroun, pour des conférences tenues au ministère de la Fom et auxquelles aucun d'entre nous ne fut appelé à participer. D'autres travaux - préparation du 2^e Fides, contribution aux rapports du Cameroun au comité de tutelle de l'Onu - me permirent de découvrir la macro-économie et la géopolitique. À cela s'ajoutèrent la rédaction de la partie économique des rapports annuels du service à la direction du ministère et la publication de quelques articles dans une revue locale et très confidentielle *Hygiène et Alimentation* à laquelle nous étions tenus de collaborer.

Toutefois, des échappées à travers tout le territoire me furent permises pour la préparation de la mise en place de secteurs de modernisation voulus par Maurice Rossin, nouveau directeur au ministère, inspirés des secteurs de paysannat du Maroc qu'il avait créés. Ces tournées furent conduites par un administrateur, directeur des coopératives et des Sap, Marc Botti et par moi. Elles purent être réalisées malgré l'opposition des administrateurs en poste qui craignaient d'être dépossédés d'une partie de leurs pouvoirs. Nous fûmes, par exemple, sommés de quitter Yagoua dans les 24 heures par le chef de subdivision ! Le projet envisageait la création de cinq secteurs (nord, ouest, est, centre et maritime). Je ne sais plus si tous ont été créés ni quelle fut leur durée de vie.

Je ne me doutais pas que je deviendrais le conseiller technique du directeur du secteur de l'ouest, baptisé Secteur de modernisation des cultures d'altitude (SMCA), à la fin de mon troisième séjour, au départ de Maurice Bosseaux, et que j'en serais le directeur durant mon quatrième et dernier séjour au Cameroun, succédant à André Courret, administrateur en chef de la Fom venu du Tchad. C'est grâce à Marc Botti que je rejoignis la Sedes, peu après sa création. A. Courret, pour sa part, fut un des experts de la vaste étude sur « La relance de l'économie et les perspectives de développement de l'Inspection fédérale de l'ouest (Cameroun) », effectuée sous l'égide du ministère de la Coopération (Paul Poumaillou) en 1962-1963 à la demande du président Ahidjo, à laquelle je

participais aussi. Toutefois son rapport ne fut jamais diffusé car Ahidjo avait trouvé ses préconisations politiquement dangereuses ; il les avait même jugées suicidaires !

Par ailleurs, en 1954, l'occasion me fut donnée à deux reprises de m'ouvrir sur l'extérieur. J'eus à représenter le Cameroun au Craccus (Comité régional de l'Afrique centrale pour la conservation et l'utilisation des sols) qui se tenait à Dschang que j'ai découvert pour cette occasion, qui m'a fait rencontrer des responsables de cette activité : Anglais, Portugais, Espagnols et surtout les Belges du Congo (G. Dubois, F. Jurion, G. Tondeur) très en avance pour les recherches dans ce domaine. De même, j'ai été chargé de représenter mon service au comité de coordination des recherches agronomiques entre l'AEF et le Cameroun à Brazzaville, durant lequel j'ai fait connaissance de nos collègues venus de tous les coins d'AEF et eu l'occasion de traverser le *pool* pour découvrir Léopoldville.

J'aurais bien voulu reprendre des études en économie, mais rien dans l'enseignement local de l'époque ne me permettait de le faire et de passer une licence. Je dois reconnaître à ce propos que je n'aurais jamais fait un bon agroéconomiste si je n'avais pas acquis antérieurement une expérience de terrain ! Ma période de brousse avait été formatrice. Je n'ai pas oublié ! Par la suite, j'ai complété mes connaissances de diverses façons. J'avais déjà appris la technique du palabre qui existe aussi bien en Afrique qu'en Amérique latine ou en Asie. Et Dieu sait si elle est utile entre économistes !

Vint enfin un nouveau chef de service, Aimé Drogué, ancien de l'école de Tunis, qui nous arrivait d'AEF. Il y avait eu son heure de gloire parce qu'il avait contribué à la conception du plan de Gaulle, en tout cas à celle du fameux discours de Brazzaville. Il se croyait toujours le maître un peu partout et en particulier au Cameroun. C'était encore une forte personnalité qui n'était pas du tout d'accord avec M. Guillaume et ce dernier cherchait à s'en débarrasser. À cette fin, il avait affecté Charles Gaury, ingénieur du génie rural ancien d'Indochine, comme chef du service du génie rural pour pouvoir le propulser ensuite à la direction

du service. Je ne m'étendrai pas sur ces chicaneries entre Paris et Yaoundé qui nous dépassaient totalement.

C'est à cette époque mouvementée que j'ai commis une grosse erreur de jeunesse : j'ai dit à ce nouveau patron qu'il fallait que je réécrive l'article de génétique qu'il m'avait envoyé, parce qu'il comportait des erreurs et inexactitudes. Évidemment, il l'a très mal pris ! Il ne pouvait pas me réexpédier à cause de M. Guillaume et parce que j'avais déjà été considéré comme un vrai économiste rural par M. Rossin qui allait prendre sa succession au ministère de la Fom.

Mais, à mon troisième séjour, rentrant seulement en octobre 1955 après un congé très allongé par le traitement d'une filariose, je me suis retrouvé à Dschang, à l'autre bout du Cameroun, certainement le plus gradé des responsables de région agricole dans une région dominée par un ingénieur ancien système d'avant-guerre, Marcel Lagarde. De plus, il était député à l'Assemblée représentative du Cameroun du collège européen. Il y avait un collège des noirs et un collège des blancs à l'époque. Il faisait la loi parce que c'était un homme dynamique et politiquement important. Il était remarquable par ses compétences et ses réalisations mais ne supportait pas que certains échappent à sa tutelle. Je disposais d'un adjoint, Claude Pineau, déjà en place, qui avait la charge du programme, vaste et mal défini, de conservation des sols. Je m'y fis très discret pour éviter des querelles avec M. Lagarde bien que je ne dépende pas de lui mais de Robert Bisson, indochinois en fin de carrière. J'eus l'opportunité d'aider un conducteur camerounais en poste à la station du quinquina, Jean Keutcha, à rédiger clandestinement un opuscule sur la taille du caféier arabica. Une sympathie mutuelle confortée par une résistance commune à M. Lagarde se transforma en une amitié qui subsista jusqu'à sa retraite malgré nos divergences de trajectoires et sa remarquable ascension depuis son premier poste de sous-préfet, préfet, ministre, ambassadeur. Je le revis pour la dernière fois par hasard en 1989 à Bangkok, où il assistait à une réunion en tant qu'ambassadeur au Japon.

Je n'ai retenu que quelques faits saillants de cette période : beaucoup de tournées

en brousse comme autrefois mais en Land Rover la plupart du temps ; des palabres frontaliers avec le Cameroun britannique qu'il fallait régler, d'accord parties, avec le district officer (équivalent d'un chef de subdivision) de Bamenda, car mon homologue anglais résidait à Manfé, trop éloigné pour se déplacer pour si peu. Ce District Officer était un Écossais fort sympathique qui venait à ma rencontre à cheval avec whisky alors que je fournissais vin et camembert ; des relations amicales mais parfois conflictuelles avec les planteurs européens de caféiers ou éleveurs de bétail, avec la Coopérative africaine de commercialisation du café ; les efforts pour contrôler la rouille américaine du maïs (*Puccinia polysora*) et la lutte contre la punaise Antestia sur caféiers qui nous valut l'affectation d'un ingénieur de la protection des végétaux, Gérard Victor-Pujebet ; et l'expérimentation en vraie grandeur de nébuliseurs Swingfog en complément des pulvérisateurs Vermorel traditionnels.

La fin de ce séjour me donna un supplément de responsabilités et de travail quand je devins conseiller technique du SMCA au départ de mon camarade Maurice Bosseaux, et avec l'arrivée d'un nouveau chef de Région (appelé maintenant préfet) avec lequel des relations cordiales et une étroite collaboration s'établirent rapidement.

Vous avez visiblement vécu des périodes un peu troubles sur le plan géopolitique, comment dans ces conditions vous a-t-il été possible de conduire vos missions ?

Hélas ! L'horizon s'assombrissait et la rébellion de l'Union des populations du Cameroun (UPC), venue d'Edéa, gagnait le pays Bamiléké où de petits maquis se formaient dans les montagnes. Elle devait entraîner l'adhésion progressive d'une bonne partie de la population qui voyait surtout l'intérêt de son opposition au pouvoir central.

Évidemment, je ne peux passer sous silence mes démêlés avec M. Lagarde et surtout avec le premier chef de région, administrateur de la vieille école, qui voulait me « faire virer du Cameroun » pour un banal problème de préséances lors d'une visite de M. Rossin. Ce dernier

se chargea de régler l'affaire et ce fut le chef de région qui fut viré !

L'existence un peu morne de ce qui n'était encore qu'un petit poste de brousse, bien que destination touristique appréciée depuis la guerre, s'animait cependant lors des visites fréquentes de personnalités à honorer : G. Deferre et F. Mitterand, ministres, le comte de Paris, le cardinal Tisserand, frère du missionnaire botaniste de Boukoko (Oubangui)... Sans oublier notre premier ministre de l'Agriculture, le vétérinaire Alfred Mandon, et nos deux derniers hauts-commissaires : Pierre Messmer et Xavier Torre.

Le dernier séjour se déroula dans une ambiance de guerre : gendarmerie renforcée, interventions de l'armée française, interdiction d'accès aux zones devenues infréquentables.

C'était une époque où on était obligés de faire de l'agriculture « à la mitraille » ! On devait circuler en convois sur les grands axes et pas du tout sur les pistes secondaires. Nous étions tous plus ou moins bien armés, avec nos fusils de chasse, nos carabines et des grenades offensives fournies par les gendarmes. Les plus « sérieux » avaient reçu des mitraillettes Lanchester anglaises datant du débarquement ! Les cases étaient protégées (portes blindées, meurtrières) selon les moyens et les Européens installés dans les faubourgs regroupés à plusieurs familles. Beaucoup sont partis sous divers prétextes et nous avons renvoyé par prudence nos enfants en France, en octobre-novembre 1959, et mon épouse a dû suivre fin décembre.

Revenu comme directeur du SMCA, j'ai fait fonctionner tant bien que mal les postes restés actifs, maintenu la production de plants de la pépinière de Bansa et concentré les activités sur le pays Bamoum et sur les chefferies encore accessibles. Mais, après quelques mois de calme relatif, il a bien fallu procéder au licenciement de chefs de poste, la plupart des Européens d'abord, puis des Bamiléks ensuite, du moins ceux qui n'avaient pas rejoint le maquis. Certains ont même eu la courtoisie de me faire prévenir qu'ils étaient obligés d'y partir !

Le seul événement notable fut l'achèvement avec les moyens du SMCA de la route directe vers la plaine des Mbos. Elle

fut inaugurée par le haut-commissaire Messmer en personne qui me décora du Mérite camerounais sur le front des troupes !

Au Cameroun, vous avez été professeur à l'École nationale supérieure agronomique.

Bien qu'étant en titre directeur de l'École supérieure d'agriculture lors de mon premier séjour, je n'ai pas eu à y enseigner car elle avait été fermée par mon prédécesseur. Je me suis contenté d'en remettre le bâtiment à l'Orsom (pas encore Orstom, car elle ne se voulait alors que scientifique et pas encore technique) qui venait de s'implanter au Cameroun. Il n'en fut pas de même à mon retour, car un nouveau bâtiment avait été construit à N'Kolbisson pour une école rénovée et ses premiers élèves venaient d'y être admis. Un directeur avait été nommé mais il ne disposait encore que du personnel indispensable à sa gestion. Il fallait des enseignants et tout le personnel en poste à Yaoundé ou N'Kolbisson fut mis à contribution selon ses compétences. Comme je venais de passer deux ans en pleine zone cacaoyère à consacrer l'essentiel de mon temps à contrôler et à faire améliorer la culture du cacaoyer et la préparation de sa production (fermentation en bacs et séchage en séchoirs « autobus »), je fus chargé du cours d'agrotechnie du cacaoyer. Ce terme était plus chic que le simple mot « culture » et il était plus large puisque l'enseignement couvrait la technologie, les aspects économiques et même les recherches agronomiques entreprises pour son amélioration. Je n'ai conservé de ce cours que le plan et quelques documents épars. Il devait faire entre 300 et 400 pages constituées de photocopies d'extraits d'articles et d'ouvrages disponibles dans ma bibliothèque et dans celle du service qui provenaient pour l'essentiel des publications belges de l'Ineac au Congo.

L'attention soutenue et l'application des élèves me surprisent. Contrairement à mon attente, ils se révélaient vouloir en apprendre toujours plus et souvent plus que n'en savait leur professeur ! Posant sans complexe leurs interrogations en plein cours et les relançant jusqu'à obtenir pleine satisfaction, ils

me conduisaient à mettre à contribution mes camarades spécialistes les plus compétents pour pouvoir répondre sans perdre la face !

Bien qu'issu d'une famille d'enseignants, je n'étais ni doué, ni motivé pour l'enseignement. N'étant pas un orateur et doutant de mes connaissances, j'ai toujours hésité à les transmettre. J'ai par la suite été conduit à donner quelques conférences lorsque j'étais à la Sedes au Centre de perfectionnement de la coopération économique et technique (CPDCET) et au Secrétariat des missions d'urbanisme et d'habitat (SMUH) sur les méthodes de planification régionale, compte tenu de mon expérience au Dahomey. Au Gerdat, je fis peu de conférences, par exemple à des cadres indonésiens en stage à l'Institut international d'administration publique (IIAP), et à l'étranger en Thaïlande à l'Asian Institute of Technology (AIT), en Indonésie au Coarse Grains, Pulses, Roots and Tuber crops research center (CGPRT), au Brésil (dans diverses stations de l'Embrapa), et quelques heures de cours en Tunisie à l'Institut des régions arides à Médenine, ce qui m'a valu de passer deux nuits dans un hôtel troglodytique à Matmata.

Visiblement, il était difficile de rester dans sa discipline « agro » !

M. Lagarde était devenu un politique mais il avait une très grande réputation au Cameroun. Il avait créé une station de recherche sur le quinquina, il avait introduit des semences de quinquinas (*succirubra* et *ledgeriana*) des Indes néerlandaises par des voies détournées en dépit de l'opposition des Hollandais. Aussi, pendant toute la guerre, avec une usine bricolée, une baignoire et trois lavabos, disait-on, il avait pu fabriquer du sulfate (et non du chlorhydrate) de quinine. Tout le Cameroun avait été protégé, plus ou moins bien, contre le paludisme jusque dans les années 1950 grâce aux comprimés fabriqués par M. Lagarde à Dschang. Inutile de vous dire que, quand on arrivait dans le coin, il fallait être à ses ordres. Un de mes prédécesseurs, Bonhomme, n'y avait pas résisté ; il est rentré en France écorché et a abandonné l'administration. J'ai eu un problème avec M. Lagarde, personnage très autoritaire



Signature de l'accord Cirad-AARD (Agency for Agricultural Research and Development), Indonésie, 1987. À droite : Gunawan Satari, directeur de l'AARD.

et redoutable : M. Rossin, en mission au Cameroun, a voulu venir à Dschang. Il était accompagné par le chef du service du génie rural, Charles Gaury, son ami. Ils devaient arriver alors que j'étais en tournée dans la plaine des Mbos. Descendu de Dschang à pied, j'avais terminé à vélo à cause d'un genou amoché, pour me retrouver à l'endroit où C. Gaury et M. Rossin devaient me récupérer et me remonter. Pour notre arrivée, mon épouse avait prévu un repas avec M. Rossin, directeur de l'agriculture au ministère de la Fom qui était notre grand patron, et C. Gaury, mon patron au Cameroun. Le chef de région et M. Lagarde l'ont très mal pris, chacun d'eux disant : « C'est moi le chef ici ». Finalement nous avons reçu M. Rossin. Mais tous deux souhaitaient mon départ définitif. En fait, c'est M. Rossin qui a réglé cette affaire et ils sont partis tous deux six mois après.

Durant mes cinq ans de séjour dans l'ouest, mes fonctions et les temps ne se prêtaient pas à faire de l'économie mais tout simplement à tenter d'achever la construction puis de faire survivre un outil de développement bâti avec tant de moyens et de peine.

Quelle était votre fonction au moment de partir ?

Déjà bien des Européens, fonctionnaires et commerçants, étaient partis. Pour ma part, j'avais fait mon trou dans

cette région et étais très honorablement connu un peu partout. J'ai pu ainsi éviter des embuscades et continuer à circuler sans trop de risques. Le préfet, dont mon épouse était devenue la secrétaire, le ministre de l'Agriculture Talba Mala et le chef du service voulaient me garder parce qu'il n'y avait pas beaucoup de candidats pour me remplacer en pleine rébellion. La région de Dschang, le pays Bamiléké, ce sont des montagnes en limite avec l'ex Cameroun britannique où les rebelles allaient se réfugier quand l'armée les serait de trop près. Le ministre ne venait pas sur place mais se débrouillait pour m'envoyer un avion chaque fois qu'il désirait me voir !

Directeur du SMCA, j'ai dû fermer progressivement tous mes postes de payannat à l'exception de ceux du pays Bamoum, même ceux tenus par des parents de chefs comme mon fidèle Momo Jean, pourtant chef à Mbouda. La pépinière de Bansoa, laissée à l'abandon, fut pillée. Pour finir, j'ai reçu l'ordre de replier sur Foubam tous les services centraux du SMCA avant le 1^{er} janvier 1960. Personnel et matériels ont été répartis entre Foubot, Baïgom et Foubam. Pour ma part, j'ai été gracieusement et gratuitement logé par mon adjoint et ami bamoum, Mfouapon, qui se retira sur ses terres de Baïgom et me laissa sa case à Fouban sous condition que je fasse faire les devoirs des trois enfants de sa première épouse ! Notre activité se trouvait réduite dans

l'espace et faute de moyens. Je me suis donc résolu à demander un congé anticipé et j'ai quitté le Cameroun en avril 1960, confiant, par intérim, la direction du service à mon chef-comptable (Barbe) assisté d'un des derniers chefs de postes européens, Ripert.

Dans le même temps, une opportunité d'emploi en France venait de m'être offerte par l'intermédiaire de mon ami M. Botti et avec l'appui de M. Rossin, comme expert agroéconomiste à la Sedes (Société d'études pour le développement économique et social), filiale de la Caisse des dépôts et consignations qui venait d'être créée en complément de sa sœur aînée, technique, la Scet (Société centrale pour l'équipement du territoire).

Quel était le niveau de production de cette région d'Afrique ?

C'était avant tout le pays du café arabica. Le café se vendait bien mais il fallait bien entendu améliorer sa production, tant en qualité qu'en quantité, et j'avais une cinquantaine de postes de paysannat tenus par des blancs ou des noirs répartis dans les deux régions productrices Bamiléké et Bamoum. Mais, à l'origine, la priorité avait été donnée à la conservation des sols. On n'avait jamais jusque-là réussi à obtenir des femmes Bamiléké qu'elles fassent leurs sillons selon les courbes de niveau. À mon arrivée en 1955, je retrouvai déjà sur place un adjoint, ingénieur (Claude Pineau), qui était chargé uniquement de la conservation des sols. Quand on passait dans les champs, les femmes faisaient semblant d'obéir mais quand on revenait pour la campagne ou l'année suivante, on retrouvait les sillons dans le sens de la pente. Je reconnais d'ailleurs que le travail des femmes était plus facile ainsi. La dernière fois que j'y suis retourné il y a quelques années, quand mon fils était en poste au Cameroun, le spectacle était désolant ! Rien de nos efforts ne subsistait et plus rien n'était fait pour la conservation des sols.

En revanche, les actions en matière de café, rapidement payantes, ont donné des résultats : on a mécanisé la protection des cultures, expérimenté et utilisé les premiers nébuliseurs à dos pour traiter les caféiers ; jugulé l'*Antestia* sur les caféiers

et la fameuse rouille américaine sur le maïs, aliment de base de la population. Des usines de traitement du café avaient été construites par le génie rural (Charles Andrieu et Alain de la Bourdonnaye).

Tous nos efforts n'avaient donc pas été inutiles et on pouvait penser, au seuil de l'indépendance, que la relance économique de la région pourrait reprendre dès la paix et la concorde retrouvées. Tel ne fut pas le cas et rien n'aurait changé si j'étais resté comme on me le demandait.

D'ailleurs, deux ans après, faute de redémarrage, des recherches sur les conditions et modalités d'une relance furent demandées au ministère de la Coopération par le président Ahidjo, et confiées à une équipe pluridisciplinaire - dont faisaient partie A. Courret et moi - qui réalisa la vaste étude intitulée : « La relance de l'économie et les perspectives de développement de l'Inspection fédérale de l'ouest (Cameroun) ».

Je n'avais pas d'idée précise sur le travail qui m'attendrait au poste qui m'était proposé mais je pensais avoir les capacités voulues pour le tenir honorablement compte tenu de la rareté des agroéconomistes spécialistes des pays d'Afrique noire. C'était en tous cas une chance de réintégrer la métropole avec un emploi dans mes cordes dans cette période si floue des indépendances où chacun s'interrogeait sur son avenir. C'était aussi l'occasion de redonner à ma famille l'existence paisible à laquelle je l'avais fait renoncer.

Donc vous êtes arrivé en région parisienne pour être conseiller technique.

En fait, j'étais à l'essai dans un bureau d'étude où j'inaugurais une spécialité. Avant mon arrivée, les problèmes agricoles rencontrés étaient confiés à un consultant extérieur bien connu : Joseph Klatzmann, qui me laissa la place avec soulagement.

Le directeur général de la Sedes était René Mercier, agrégé de maths venant du centre de prospective du ministère des Finances. Le président n'était autre qu'André Postel-Viney, directeur de la Caisse des dépôts et consignations. Le directeur technique était Marcel Combier, administrateur de la Fom,

le dernier directeur du plan au ministère de la Fom, qui avait autrefois servi au Cameroun. Je me suis vite très bien entendu avec Combier qui m'a toujours accordé une grande confiance. Aussi me confiait-il des missions hors de ma compétence. Par exemple, il me mit à la disposition de la bibliothécaire, Hélène Legotien (l'épouse de Louis Althusser à la fin tragique) pour établir le système de gestion de la bibliothèque avec la classification d'Oxford, car le fonds s'enflait dangereusement sans ordre ni méthode. Dans un tout autre genre, il m'a, un jour, demandé de partir d'urgence au Gabon pour tenter d'y régler un problème de conflits dans une équipe mixte BDPA-Sedes. Je lui ai rendu mon rapport, huit jours après qui se traduisit à la Sedes par un licenciement et me valut, semble-t-il, une inimitié durable du responsable local du BDPA.

Je fus confirmé comme chargé d'études après une première étude de planification régionale réalisée avec M. Botti sur le département du Mono au Dahomey, région d'Afrique que je connais le mieux en dehors du Cameroun pour y avoir travaillé pour différents projets jusqu'en 1967. C'est la seule fois de ma vie où je fis une tournée accompagné du jeune ministre qui voulait y retrouver son métier d'origine. Je participais ensuite à la préparation du premier plan de développement rural de la Haute-Volta (Burkina Faso) et, à titre d'exemple, à un plan du cercle (subdivision) de Ziniaré. Un grave accident d'auto en fin de séjour à Ouagadougou me rendit sédentaire et peu productif pendant un an et bénéficiaire d'un taux d'invalidité de 35 %. Enfin rétabli, je retournais au Cameroun en pays Bamiléké pour participer à la vaste étude de relance puis des études diverses se succédèrent au Gabon, Cameroun, Bénin-Togo, Guinée (où je rencontrais mes premiers Chinois), Tunisie (qui se fit en anglais car le chef de mission de la Banque africaine de développement était un ancien ministre des Irrigations du Soudan : Mahmoud Gadein, et durant laquelle un accident d'avion m'obligea à refaire un séjour avec une invalidité complémentaire), Côte d'Ivoire et encore Cameroun sur des sujets variés (barrages, chemin de fer, périmètres d'irrigation, routes, circuits commerciaux...).



Congrès international technique du machinisme agricole. B. Simon est au 2^e rang à gauche. Palais de l'Unesco, 1961.

Nommé en 1965 conseiller technique pour l'économie rurale, j'ai dû de surcroît assurer la programmation, la coordination et la supervision des activités de la société en matière d'économie rurale occupant une vingtaine de collaborateurs. Je ne refusais pas les missions car j'ai toujours aimé connaître des pays nouveaux et être confronté à des problèmes différents, mais je n'en pouvais plus ! Ma femme, laissée trop seule à gérer trois adolescents, n'en pouvait plus non plus !

Une de mes missions m'avait fait participer en 1967 à un projet de barrage assorti de deux périmètres d'irrigation à Adjarala sur le Mono, entre Togo et Bénin, qui associait plusieurs bureaux sous l'égide de Sofrelec pour le compte de la Banque mondiale. Dans l'équipe, je retrouvais un agronome de Sogreah, Jacques Marinnet, ancien du Cambodge, avec lequel j'avais été en relation à propos du poivrier. J. Marinnet y avait constaté mes méthodes de travail sur le terrain et les aurait sans doute appréciées. Peu après, le chef du service agriculture et économie rurale de Sogreah, Guy Pascaud, camarade de promo, fut obligé de quitter Grenoble pour des

raisons familiales. Le directeur et co-fondateur de Sogreah, Gaston Sauvage de Saint-Marc, centralien, était un homme dynamique qui prenait toujours des paris impossibles. Il devait remplacer rapidement Pascaud et cherchait un autre agronome dans un domaine qui ne lui était pas familier. Marinnet lui a suggéré mon nom après m'avoir mis au courant. Mais on était en plein mai 1968 et je me trouvais coincé au Cameroun finissant de faire pour la Banque mondiale, avec un bureau d'études allemand, la détermination des flux de biens et services agricoles qui pourraient résulter de la construction d'une route moderne entre Tiko et Victoria. Je cherchais par tous les moyens à rentrer en France et j'ai fini par y arriver *via* Bruxelles avec fin en autocar Bruxelles-Paris. Une anecdote me vient à ce propos : alors que je passais à Yaoundé, mon ami Jean Keutcha, alors ministre de l'Agriculture, me demanda de passer prendre l'apéritif chez lui. À ma grande surprise, il y avait là sept ou huit ministres ou hauts fonctionnaires qui espéraient obtenir de moi des informations sur la situation en France alors que j'en savais encore moins qu'eux !

Dès mon retour à Paris, Sauvage de Saint-Marc réussit à me mettre la main dessus et m'a confirmé son offre. Nous nous sommes mis d'accord tout de suite, d'autant plus facilement que G. Pascaud, consulté, était très favorable à ma candidature. Pour ma part, j'étais prêt à l'accepter pour échapper à l'existence harassante de la Sedes. La mutation n'a pas été simple car j'ai été mis en demeure de prendre en charge le service le 1^{er} septembre à Grenoble. Nos vacances en pâtirent mais la compréhension de la Sedes et les assurances de l'accord du ministère simplifièrent ce changement.

Êtes-vous parti pour quatre ans à Grenoble ?

Oui mais je n'avais pas encore conscience que, en tant que chef de service, j'aurais surtout un rôle d'organisateur : envoyer des personnes sur diverses missions, faire un planning optimisé du point de vue du temps et des compétences pour les ingénieurs, négocier des projets et tenir les engagements financiers que je prenais en début d'année.

J'avais dans l'immédiat en perspective un gros projet à prendre en charge. En effet, comme j'étais nouveau et mal connu, même de mon chef de département, Albert Lagaye, agro venant d'Algérie, G. Sauvage voulait certainement me tester. Je me trouvais donc à la tête d'un projet de reforestation dans le désert à Abu Dhabi alors que pays, objectifs, techniques, conditions de travail m'étaient étrangers. Il faut aussi penser qu'à l'époque, ces émirats étaient encore appelés *Trucial states* (États de la trêve), noms qu'ils portaient lorsqu'ils étaient sous protectorat anglais. Ils accédaient progressivement à l'indépendance, depuis qu'Harold Wilson, Premier ministre de Grande-Bretagne, avait déclaré que, en 1971, il n'y aurait : « plus un soldat anglais à l'Est d'Aden ! ».

Abu Dhabi commençait tout juste à s'autogouverner sans être encore maître de ses ressources pétrolières en voie d'exploitation à Tarifet Djebel Dana. L'union des émirats intervint plus tard mais, à l'époque, c'était du « chacun pour soi » teinté des vieilles rivalités, fruit des incessantes guerres qu'ils se faisaient entre eux avant la trêve imposée par les Anglais (perles et pêche). Ils cherchaient où, quoi et comment investir les revenus qu'ils commençaient à retirer du pétrole, pour moderniser leur pays. Bien que les prospections aient commencé en 1935, le pétrole n'avait été découvert sur l'île de Das qu'en 1956 et les premiers pétroliers quittèrent cette île en 1962 pour Djebel Dana, gisement *in shore*, en 1963.

La tâche qui m'était confiée comportait la mise en route puis la direction d'un énorme projet qui venait d'être remporté - mais avec quelques compromissions - dans cet émirat, à la suite d'un pari un peu fou de notre directeur général : « Faire fleurir le désert », soit, en termes plus concrets, planter et faire pousser des arbres (400 ha), le long de l'autoroute de 160 km qui venait d'être construite en plein désert entre la capitale et la bourgade d'Al Ain, demeurée résidence d'été du cheikh.

Ce site était en effet plus frais à la saison chaude et recelait quelques sources prolongées par des *foggaras* (appelées ici *aflaj*) coulant de temps en temps car alimentées par les pluies tombant sur le relief côté Oman. D'ailleurs, une

ferme maraîchère y fut réalisée ultérieurement par Total qui était encore la Compagnie française des pétroles, en guise de cadeau au cheikh, selon une étude Sogreah (Guy Pascaud), dont la direction fut confiée à l'ancien responsable des pépinières de notre projet (Binet).

En revanche, la nappe située sous le trajet de l'autoroute dans laquelle nous devions pomper l'eau nécessaire à l'irrigation de notre future « forêt » était fossile - donc sans réalimentation naturelle par des pluies quasi inexistantes - et son niveau ne devait baisser, selon le contrat, que d'un mètre par an au maximum. Mais nous devions faire en sorte que le cheikh, en se rendant à Al Ain, ait l'impression de traverser une forêt. D'ailleurs, lors de l'unique entretien qu'il m'accorda en trois ans (en pleine nuit sous sa tente d'apparat et justement à Al Ain), Sheikh Zayed m'avait confié son admiration pour les forêts françaises, en particulier celle de Fontainebleau.

Comment était constituée l'équipe de ce projet ?

Nous étions en situation de plein emploi et les rares nationaux disponibles étaient affectés aux postes de chaouch (planton, factionnaire, gardien, éventuellement faiseur de café), de guide ou de chauffeur de maître. Comme nous n'avions pas besoin de ce genre d'employés, tout le personnel permanent du projet était étranger :

- l'équipe de base était française, jeune et célibataire sauf le directeur local (Gamba), ingénieur de Sogreah, que son épouse avait rejoint dès que l'existence était devenue vivable. Les hommes clés étaient le chef mécanicien, le poseur de tuyaux et le pépiniériste (Binet) ;
- les cadres intermédiaires étaient libanais ou syriens ; généralement bien formés, ils avaient l'avantage de parler arabe, français et anglais. C'est ainsi que le chef des chefs et « conciliateur » régleur de palabres était un Libanais, beau gosse qui ressemblait à Omar Sharif et s'en prétendait le cousin, trois autres chefs d'équipe pour les plantations, vraies forces de la nature. La secrétaire était syrienne et musulmane et me valut de

solides ennuis avec le bureau du boycott de la Ligue arabe ;

- les ouvriers spécialisés qui installaient les pompes et les réseaux d'irrigation étaient au début des Tunisiens venus avec nous car ayant l'expérience d'un précédent projet du même ordre : la base de vie d'Hassid Messaoud. Ils étaient censés parler arabe mais leur arabe dialectal n'ayant pas grand chose à voir avec celui des ouvriers, pour la plupart pakistanais, ils repartirent rapidement ;
- la main-d'œuvre de base, peu fidèle et peu disciplinée, venait du Pakistan, d'Iran mais aussi d'autres émirats plus pauvres.

J'avais donc affaire, moi qui était nouveau et n'avait jamais mis les pieds au Proche-Orient, à une équipe hétéroclite, véritable Tour de Babel, peu disciplinée mais jeune, aventureuse et pleine d'allant. La machine Sogreah se mit à tourner, et je fus vite adopté et reconnu comme le patron vu mon âge.

Il ne faut pas oublier, malgré des rapports parfois compliqués et/ou difficiles, l'aide qui nous fut apportée dans les domaines du goutte-à-goutte, par les Israéliens de l'université de Rehovot rencontrés discrètement à Grenoble et surtout par nos partenaires australiens. Ces derniers nous ont fait bénéficier des résultats de leurs expérimentations du goutte-à-goutte dans leurs vignobles et les plantations d'agrumes des régions de Perth et d'Adelaïde. Ils nous ont fourni le matériel d'irrigation d'origine israélienne qui avait retrouvé la « virginité » indispensable pour pouvoir être utilisé en pays musulman. Ma seule connaissance de cette forme nouvelle d'irrigation résultait en effet d'une visite, effectuée avec G. Pascaud, des jardins de bord de mer de la ville nouvelle de La Grande Motte, équipés ainsi par le BCEOM !

En outre, la science du plus célèbre des eucalyptologues, le professeur Pryor, doyen de l'université de Canberra, qui vint nous apporter ses conseils sur le terrain, fut fondamentale. Il nous aida considérablement dans le choix des variétés d'eucalyptus à utiliser, beaucoup plus large que celui que nous donnait notre expérience d'Afrique du Nord, et nous fit fournir gratuitement les semences des variétés préconisées.

Je n'avais pas à me préoccuper des hydrogéologues, hydrologues et hydrauliciens, petit monde à part, dirigés par leurs chefs de service ; nos rapports avec eux concernaient surtout la quantité et la qualité (salinité) de l'eau des forages qui conditionnait les surfaces des bandes forestières et les espèces et variétés à y planter.

Ne venant sur place que deux ou trois fois par an dont une en été, cette existence était tenable pour moi. Mais, pour les permanents, cette vie de travail intensif, sous un climat très dur et sans distractions, était difficile à supporter malgré les conditions de repos qui leur étaient faites. À la saison chaude, on travaillait de 5 heures, 5 heures 30 jusqu'à 10-11 heures tout en consommant 10 à 12 litres d'eau par jour et en absorbant plusieurs tablettes de sel. En cas d'urgence - attaque de chameaux, par exemple - on retravaillait après le coucher du soleil.

Finalement, je n'ai pu me consacrer que deux ans à ce projet que j'ai dû laisser à d'autres mains (Bastiant) car j'étais débordé.

Quels étaient les autres projets ?

J'ai pu cependant participer à une autre étude, très différente, au Sri Lanka, pour le développement de l'irrigation dans le bassin du Mahaweli Ganga alors que j'étais déjà partant. J'y étais consultant dans le domaine très particulier de l'animation du milieu paysan et de la connaissance de leurs systèmes de production. Je conserve un souvenir ému de l'accueil et des rapports amicaux et fructueux avec les paysans aux environs de l'ancienne station de recherche de Maha Illupalana, en particulier les villageois d'Ohana.

Enfin un autre projet, resté sans suite, associa Sogreah (Daniel Rozette, un agro, notre agent local, Cœur-Bizot et moi) au bureau d'étude italien Bonifica pour étudier, sur financement italien, des interventions prioritaires dans le sud de Madagascar. Je ne le mentionne que parce qu'il me permit de découvrir Madagascar, d'y rencontrer Robert Dufournet, « l'empereur

de l'Ankaizina » et de visiter avec lui les caféiers arabica qu'il choyait dans cette région montagneuse d'accès difficile. J'y ai fait connaissance de Silvère Crétenet de l'IRCT, de l'ex-station du Mandraré et de la culture du sisal, de Pierre Roche et de son équipe Irat et - pour couronner le tout - de subir un cours de construction de barrages de la part de Philibert Tsiranana, alors président de la République.

Ce fut aussi l'occasion de parcourir rapidement La Réunion et Maurice et de rapporter à l'IFCC, sur demande de René Coste, des semences de caféier Bourbon pointu « café préféré du roi Louis XV ».

Le reste de mon temps se passait, par exemple, à aller négocier avec le bureau Coba (*Consultores e Baragem*) au Portugal un projet de barrage au Mozambique, à vendre aux Algériens l'optimisation d'une exploitation pilote dans la wilaya de Médéa par programmation linéaire. Sans parler des activités en France avec nos agences de Pau et de Rennes (remembrements, aménagement de lits de cours d'eau...) et des rapports difficiles qu'elles entraînaient avec le génie rural, les Safer. Cela n'avait pas grand intérêt.

Finalement, ce fut une belle période de mon existence, l'une des rares où j'ai eu à travailler en équipe depuis mon départ du Cameroun et j'en garde un excellent souvenir.

Quel était votre statut ?

J'étais détaché, les sociétés Sedes tout comme la Sogreah me payaient. Mais c'était assez compliqué, il fallait la signature de trois ministres pour être détaché dans une société purement privée comme la Sogreah.

La réintégration aurait été pour moi la solution la plus simple mais notre corps d'outre-mer avait connu son extinction en 1960 et, devenu corps autonome, se voyait peu estimé au ministère de l'Agriculture par les corps métropolitains qui, à l'époque, faisaient affecter les réintégré à des postes de « garde-mites ». Le ministère de la Coopération accueillait encore les membres des corps autonomes d'outre-mer mais ne pouvait leur proposer que des postes mal définis de

conseiller technique ou les pousser vers le BDPA. Ce bureau d'étude était, aux yeux du responsable de la coopération agricole, la voie royale pour les agents dont il ne savait que faire.

Je devais quitter la Sogreah, surnommée « la danseuse de Grasser » ; elle appartenait au groupe Alstom dont il était le patron, et il était supposé accepter toutes les fantaisies de Sauvage et de son équipe. Quand Alstom a été absorbée par la CGE d'Ambroise Roux, Sauvage de Saint Marc et l'état-major en place - composé essentiellement de centraliens - ont été remplacés par une équipe de polytechniciens et d'ingénieurs du génie maritime. Étiqueté sans raison comme en faisant partie, j'ai été pris dans la charrette. J'ai alors dit : « Je veux bien m'en aller - je voyais bien que je n'étais plus à ma place - mais laissez-moi le temps de me retourner ». C'est pour ça que je suis allé participer à cette étude au Sri Lanka, le temps de trouver un poste. J'avais demandé un an et j'ai pris mon temps. Je réfléchissais et réanimais divers contacts quand tout s'accéléra.

En effet, en plein été 1971, sachant que j'allais être disponible, Francis Bour voulut me voir d'urgence ; comme j'assurais l'intérim de plusieurs services et que je ne pouvais me déplacer longtemps, nous avons coupé la poire en deux et nous nous sommes retrouvés pour une demi-journée dans un bistrot à Lyon. Il voulait que je vienne à la Satec comme directeur technique, remplacer le directeur en place, Jacques Mayer. Renseignements pris, j'ai découvert que ledit J. Mayer n'était pas au courant et que F. Bour recherchait à son habitude un « homme miracle ». Connaissant bien mon F. Bour, dégoûté du procédé utilisé pour éjecter J. Mayer qui reproduisait la méthode employée des années auparavant pour se débarrasser de Serge Monnot, camarade de promo et GR, je refusais aussi diplomatiquement que possible sa proposition sachant que je ne me plierais pas longtemps aux méthodes et au rythme de travail imposés par F. Bour. D'ailleurs, Maria Novak, son influente conseillère, voyait d'un mauvais œil mon arrivée, contre l'avis de mes amis dans la maison : Jacques Moity (ancien du Cameroun) et Roger Rège (directeur Afrique).

Comme je n'étais pas tenté par le BDPA, trop agricole, par la Scet, trop technique,

ni par le BCEOM dont le secteur agricole était, comme à Sogreah, dépendant des équipements de travaux publics qu'il étudiait, je me suis résolu début 1972 à réactiver mes contacts avec la Sedes, mon précédent employeur, et à prendre conseil d'un ancien du Cameroun, directeur à la CCCE et ancien directeur du Crédit du Cameroun, Lucien Schmandt, qui venait de me donner, le temps de souffler, un stage à la CCCE destiné officiellement à me recycler sur les problèmes juridiques des institutions rurales. De 1955 à 1959, ce bon ami venait souvent à Dschang pour suivre l'opération pilote de crédit mutuel pour laquelle il avait détaché un agent (Martial Coutant) sur place. Nous avions conçu ensemble une expérience de crédit mutuel, par caution solidaire, d'un groupe de paysans sur le principe des caisses populaires canadiennes créées par Alphonse Desjardins. Bien qu'ayant raté notre coup, nous avons développé, grâce à cette expérience, des positions communes sur ce problème de crédit. Nous n'étions pas loin des idées de René Dumont !

Ayant éliminé trois possibilités, agriculture, coopération et Satec, j'hésitais ; je songeais à revenir à la Sedes, encouragé dans ce sens par mon ancien collègue Gilbert Ancian avec lequel j'avais travaillé en Haute-Volta, devenu directeur du département Actions de développement. Ce contact fut tout de suite positif et, en mai 1972, René Mercier proposait de me reprendre comme directeur d'études avec la perspective de remplacer Ancian par la suite.

Comment êtes-vous entré au Gerdat ?

Le Gerdat venait d'être créé en 1970, à Paris. Son administrateur général, J. Alliot, administrateur de la Fom (Niger, Centrafrique, Mali), y avait été détaché par la Caisse centrale et cherchait à étoffer son état-major pour ouvrir les instituts membres aux recherches en économie rurale. La plupart n'envisageaient jusque-là l'économie que pour apprécier la rentabilité des projets auxquels ils étaient associés ou pour suivre les marchés des produits agricoles de leur domaine de compétence. Il envisagea

diverses possibilités et approcha en particulier la CCCE pour trouver un candidat. Schmandt, qui connaissait à la fois les besoins du Gerdat et ma disponibilité potentielle, proposa ma candidature à son collègue J. Alliot. Il s'ensuivit des négociations entre la Sedes et le Gerdat pour définir les activités que pourraient développer ensemble les deux organismes du fait de mon recrutement par l'un ou par l'autre. Je suis donc reparti l'esprit tranquille au Sri Lanka, en mai 1972, pour achever la partie de l'étude qui m'était confiée et n'en suis revenu que mi-juillet.

Entre-temps mon sort avait été réglé et une lettre de la Sedes reçue en juin à Colombo me confirmait mon recrutement par le Gerdat, *via* l'IFCC car le Gerdat ne pouvait pas procéder à des recrutements directs. Ce choix avait été fait avec l'accord de Maurice Rossin malgré l'opposition du ministère de la Coopération qui me considérait comme un traître, selon Jean Guilloteau, responsable de la coopération agricole. Au courant de mes accidents, il était allé jusqu'à me proposer de me faire prendre une retraite anticipée pour invalidité !

Pendant ce temps, mon épouse se chargeait vaillamment de régler tous les problèmes matériels que cette mutation entraînait : vente de notre appartement, déménagement depuis Grenoble, recherche et réservation d'une villa dans l'ouest de la région parisienne. Aussi, dès mon retour, je n'eus qu'à faire les choix définitifs, régler mon départ de Sogreah, me faire préciser mes fonctions au Gerdat, prendre ou reprendre des contacts avec les directeurs des instituts. Le déménagement se fit juste avant le 15 août et je pris mon poste dès le 1^{er} septembre 1972.

Décrivez-nous le Gerdat à ses débuts.

L'équipe de direction du Gerdat était très réduite et se composait de l'administrateur du groupement ; d'un conseiller scientifique, Jacques Lanfranchi, inspecteur général d'Agriculture outre-mer, détaché de l'IFCC, ayant servi en Indochine, Comores, Haute-Volta et Côte d'Ivoire ; d'un agent mis à disposition par l'Irca, G. Daugy, Science Po, qui faisait fonction de secrétaire général ;

d'une secrétaire, Dea Sabatini ; et d'une comptable, France Legendre, diplômée d'HEC-JF (et camarade de promo de notre experte-comptable) ; et c'était tout ! Ce petit monde était installé dans un minuscule hôtel particulier prêté par l'Irca, situé au 5 square Pétrarque, donc physiquement proche de deux de ses membres, Irca et Irho. Les conditions d'existence étaient spartiates : un garage pour deux, l'un derrière l'autre, les déjeuners casse-croûte au bistro du coin par deux ou trois, de l'administrateur à la secrétaire (J. Lanfranchi et G. Daugy, résidents proches, rentrant le plus souvent chez eux), suivis par des parties sur les machines à sous, créaient des liens amicaux étroits. D'ailleurs, cette amitié a persisté pour moi jusqu'au décès de mes collègues et même au-delà avec leurs veuves.

Nous étions très soudés et la nécessité faisait que nous étions quasi interchangeables selon nos compétences. Sans gros moyens, nous étions en quelque sorte des aventuriers animés par la volonté de réaliser le regroupement souhaité par le gouvernement. L'apathie, la résistance et parfois l'hostilité des instituts aux changements qui leur étaient proposés rendaient la tâche difficile mais contribuait à nous unir pour faire front aux difficultés de tous ordres que nous rencontrions et à l'incompréhension de certains de nos partenaires dans la construction du modèle proposé (ministères des Finances, Affaires étrangères, Coopération, Agriculture...).

J'y étais allé pour créer un service d'agro-économie ou d'économie rurale dont le rôle et les moyens restaient à définir. J'ai fait le tour des directeurs généraux, que j'ai trouvés pour la plupart plus imperméables à l'économie que je ne croyais et peu disposés à me voir intervenir dans leur boutique. Comme j'étais un autodidacte en recherches économiques, j'ai ressenti le besoin d'avoir un conseiller scientifique. À ce moment-là, Louis Malassis quittait son poste à l'Ensa de Rennes pour prendre la direction de l'IAM de Montpellier, un des instituts du Ciheam. Je lui ai proposé de venir me soutenir au Gerdat, au moins pour mes débuts que je craignais difficiles. Il a accepté sans réticences et nous nous sommes tout de suite très bien entendus ; il m'a fait comprendre ce que devait



Chine, cueilleuse de thé, ferme d'état de Hu Guang (Guangdong), 1985.

être l'économie rurale dans les pays en développement et je lui ai fait découvrir l'Afrique : Sénégal, Côte d'Ivoire, et même la brousse profonde au Mali. Il m'a très efficacement conseillé jusqu'à son départ pour le ministère de l'Agriculture à Paris en 1979, lorsqu'il a été nommé directeur général de l'enseignement et de la recherche par Pierre Méhaignerie, son ancien élève à Rennes. Nous avons alors choisi pour le remplacer, avec l'accord de Jacques Poly, un économiste de l'Inra, Jean Chataigner, que j'avais connu en Côte d'Ivoire en 1975 alors qu'il y dirigeait le Cires (Centre ivoirien de recherches économiques et sociales).

Avec L. Malassis, nous avons, d'accord parties, commencé discrètement en organisant un important séminaire d'initiation à l'économie rurale comportant des intervenants extérieurs de la Sedes, qui se tint à l'École nationale supérieure d'agronomie de Montpellier en juillet 1973. Un deuxième suivit à la station de Bambey au Sénégal en janvier 1974. Les tendances à un regroupement des instituts s'accrochèrent ensuite. Leur

déplacement physique progressif, en tout ou partie, à Montpellier avec la construction d'un ensemble commun ouvert en 1975, contribua à leur rapprochement et des réorganisations s'ensuivirent. Chacun d'entre eux se dota alors d'une unité de recherche en économie rurale et recruta ou recruta des chercheurs *ad hoc*. Maintenu à Paris, éloigné de la vie scientifique de ce centre, je vis bientôt que mon rôle perdait de son influence à mesure que se constituaient des équipes de recherche autour d'un projet commun, tel que les unités expérimentales au Sénégal. Mes activités en économie et mes rapports avec les chercheurs se distendirent alors et je ne conservais plus que des études personnelles qui m'étaient confiées par l'extérieur (Brésil, Tunisie, Mali, Congo, Sénégal, Gabon). D'ailleurs, Jean Chataigner, en poste à Montpellier, avait pris sur place le relais avec dynamisme et efficacité tandis que, à Paris, je participais à la définition des orientations générales du groupement et j'étais progressivement impliqué dans ses relations extérieures.

Le Cameroun a été votre expérience pilote !

Oui, j'ai commencé dans un univers de cacao ; j'en ai conservé une certaine compétence mais le cacao ne m'avait pas passionné. Puis vinrent la conservation des sols, problème resté sans solutions durables, du moins au Cameroun, ensuite vint le café déjà beaucoup plus intéressant : c'est un arbre fruitier qui se taille, qui se traite, et dont la qualité de la production dépend, comme pour la vigne, des variétés, des terroirs, du climat. Avec le temps, mes activités se sont diversifiées et n'ont plus été reliées à une culture. Toutefois, j'ai été très marqué par mes dix premières années en zone tropicale humide et j'ai pu, par la suite, élargir cette expérience, tant en Amazonie brésilienne qu'en Asie du sud-est. En revanche, je ne me suis jamais vraiment senti à l'aise dans les régions sahéennes où j'ai dû cependant intervenir, me limitant alors plus aux problèmes socio-économiques qu'aux aspects proprement agricoles.

J'étais cependant toujours resté en relation avec les instituts quand j'étais à la

Sedes et aussi à la Sogreah, soit en les consultant en France ou sur place, soit en les associant directement aux études comme à Abu Dhabi, en Haute-Volta, en Indonésie. J'avais même débauché Germain Jannaud, qui se morfondait au Ceemat, pour étoffer mon service avec un spécialiste des industries agricoles et agroalimentaires. Il y est resté après mon départ et y a poursuivi une brillante carrière. J'ai suivi l'évolution des instituts dont je me sentais le plus proche (IFCC, Irat, IRCT, Ceemat) et je ne suis donc pas entré dans un monde inconnu en arrivant au Gerdat.

Quelle était votre position par rapport à ce regroupement ?

Le Gerdat était un groupement d'intérêt économique. L'idée de regrouper tous les instituts en un organisme unique de recherche en agriculture tropicale remontait très loin et avait fait l'objet de multiples rapports. Déjà un comité de liaison des instituts avait été imposé vers 1960 par la puissance publique. G. Daugy en était le secrétaire et c'est pour cette raison qu'il a été affecté au Gerdat.

J'étais tout à fait d'accord sur le principe du regroupement, au moins sur le plan de la gestion. Mais chaque membre a de fait conservé sa gestion avec différents niveaux d'autonomie, jusqu'à la création du Cirad.

Au niveau du terrain, il y avait encore des stations qui étaient typiquement monoculture (café, cacao, cocotier...) et mono-institut. Ainsi, quand l'Irha a voulu s'implanter à Bambey, station de l'arachide confiée à l'Irat en 1960, pour y prendre à son compte les recherches, cela a été une bagarre à n'en plus finir ! Et l'Irat a finalement pu conserver l'arachide aux dépens de l'Irha qui dut s'installer à Niangoloko (Haute-Volta).

J'ai développé des activités en dehors de l'économie mais en relation avec elle, je me suis progressivement cantonné à ce que je savais faire mais nous étions peu nombreux et il fallait être interchangeable. Ainsi, il m'arrivait d'aller à la place de J. Alliot aux Affaires étrangères pour telle affaire plutôt technique et J. Alliot y allait lui-même pour telle autre plus politique, pour moi, la rue La

Pérouse, pour J. Alliot, le Quai d'Orsay. Je ne me suis jamais occupé des problèmes de politique intérieure française. C'était le domaine réservé de J. Alliot, même si J. Lanfranchi et moi en discussions parfois avec lui.

J. Alliot, administrateur en chef de la Fom, était un homme aimable et d'une grande simplicité. Vieux routier d'Afrique, il avait déjà 20 ans de carrière et d'expérience derrière lui. Après une dizaine d'années au Niger où il avait été chef de subdivision, commandant de cercle et au cabinet du gouverneur Toby, il avait intégré la Caisse centrale de la Fom en 1960 et en avait été le directeur des agences au Mali puis en Centrafrique avant de revenir au Niger comme conseiller de son président de la République, Hamani Diori. De retour en France, il avait été choisi, compte tenu de ses compétences et de ses qualités de diplomate, pour orchestrer le regroupement des instituts de recherche dans ce qui allait être le Gerdat. Accueilli par lui avec une grande cordialité et l'ouverture d'esprit que j'espérais, j'intégrais l'équipe aisément. J. Alliot et moi devinrent vite de vrais camarades, puis des amis et nous le sommes restés après son départ du Gerdat, imprévu et brutal en 1981, jusqu'à son décès en 1999.

Pour ma part, je suivais les évolutions du monde tropical, surtout dans les pays que l'on appelait alors péjorativement « sous-développés » et qui devinrent rapidement « en voie de développement ». Il se trouvait en effet que j'étais le seul à être sorti de notre ancien domaine colonial et à baragouiner l'anglais. C'est ainsi que je me suis retrouvé en 1976 à la tête d'une mission au Brésil, ce qui n'avait rien à voir, ni avec mon anglais, ni avec mes connaissances.

La raison en était simple. J'avais assuré, seul avec France Legendre, la comptable, la gestion du Gerdat au mois d'août 1976, quand le ministère des Affaires étrangères m'avait informé qu'une importante délégation de personnalités brésiliennes venait d'arriver par un vol promotionnel du Concorde qui desservait à l'époque Rio via Dakar, et qu'il fallait occuper intelligemment ces messieurs durant leur séjour. Comme quelques-uns d'entre eux étaient des scientifiques et des agronomes et que le Quai d'Orsay considérait le Brésil

comme un pays tropical, le Gerdat, considéré comme le « fer de lance » de la recherche agronomique tropicale française, était gentiment mis en demeure de leur organiser un programme de deux ou trois jours. Rameutant les rares présents dans les instituts et sollicitant l'aide de l'Inra, je pus répondre à cette demande de manière satisfaisante. Or dans cette délégation figurait le directeur général du CNPQ ou un de ses adjoints. J'étais donc supposé connu des Brésiliens et catalogué de ce fait comme un spécialiste du Brésil !

Cette orientation un peu extérieure à mon activité en économie me conduisit à développer mes relations avec le ministère des Affaires étrangères (rue La Pérouse, domaine des techniciens). J'y ai rencontré ainsi, au fil des années, Marc Bied-Charreton, Remi Perelman, Henri Rouillé d'Orfeuil, René Billaz... Sans oublier ces dames de l'Association pour l'accueil des personnalités étrangères qui me fournissaient des interprètes aimables et compétentes dans pratiquement toutes les langues. Elles m'avaient nommé membre d'honneur de leur Apape ! En effet, la décision de sortir d'Afrique avait été prise en conseil d'administration, mais essentiellement par J. Alliot, en 1976. Cependant il y avait déjà, hors Afrique, quelques membres de l'Irha et de l'Irat et divers chercheurs avaient obtenu des missions ou des détachements de plus longue durée de la part des affaires étrangères, de la FAO ou autres.

J'ai continué cependant à faire de l'économie jusqu'en 1981 car J. Alliot et J. Lanfranchi avaient compris que j'avais besoin de m'aérer et de faire moi-même des études. Environ une fois par an, je me trouvais une mission ou une étude, tantôt pour le ministère de la Coopération, tantôt pour la Caisse centrale... La dernière est intervenue au Sénégal fin 1980 pour établir un diagnostic de la situation du secteur rural en vue d'une réforme du Crédit agricole et des coopératives, et d'étudier un moratoire pour les dettes des paysans.

Pourriez-vous nous parler de Montpellier ?

Faute d'y avoir travaillé ou même d'y avoir séjourné plus de deux ou trois jours d'affilée, je suis incapable de vous donner

une opinion sur le centre de Montpellier, qu'il s'agisse des conditions de travail, des relations ou des collaborations entre chercheurs provenant d'instituts différents ou, plus simplement, de l'ambiance générale qui y régnait.

Je n'y allais que pour animer des réunions spécifiques, le plus souvent d'économie rurale, parfois d'informatique à ses débuts et par la suite pour y conduire des visiteurs étrangers, au titre du Cirad ou de l'Adepta (Association de promotion des secteurs agricoles et agro-industriels français).

Dans ces conditions, je ne rencontrais chaque fois qu'un petit nombre de chercheurs réunis autour d'un thème précis, scientifique ou géographique. Je fréquentais donc plus les salles de réunions et la cantine ou les restaurants de Montpellier que les laboratoires.

Mais ces visites m'ont offert des opportunités touristiques parfois fastidieuses, parfois drôles. Déjà un premier voyage avec une personnalité brésilienne peu après l'inauguration du TGV Paris-Lyon nous avait permis de faire une partie

du parcours dans la cabine du conducteur par autorisation spéciale du cabinet de Charles Fiterman, ministre des Transports. Il s'agissait de José Crespo Ascenso, mon futur interlocuteur privilégié à l'Embrapa, devenu depuis et resté encore mon ami.

Au dehors, je ne pouvais éviter des visites protocolaires au préfet, au maire (d'abord François Delmas puis le redoutable et tonitruant Georges Frèche), à quelques professeurs d'université dont Francis Hallé.

En outre une bonne partie de mes séjours était consacrée à des visites agro-touristiques organisées en fonction des compétences, centres d'intérêt ou désirs exprimés des personnalités que je connaissais. J'ai ainsi parcouru la Camargue de long en large grâce à Mary, généticien du riz Gerdat-Inra et souvent avec lui, pour en présenter sa remarquable riziculture (grâce aux rizières de Paul Ricard qui ont même étonné les Chinois), son élevage extensif dont je masquais l'intérêt tauromachique (j'ai pu faire organiser une ferrade pour le directeur général

de l'Embrapa) et même ses vignobles et ses marais salants pour les méthodes employées pour lutter contre la salinisation des sols.

Mais - revers de la médaille - j'ai même dû trouver une édition des œuvres de Frédéric Mistral en provençal à la demande d'un Colombien, gouverneur de la province de Medellin, amateur éclairé, qui s'est révélé par la suite être impliqué dans des narcotraffics ! Avec Michel de Nucé, nous avons complété une visite d'Aigues-Mortes avec la directrice des recherches agronomiques des Philippines qui était arrivée accompagnée de sa fille, sans en prévenir quiconque.

Il m'a aussi fallu aller plusieurs fois en Corse pour faire visiter à des Chinois, Brésiliens, Thaïlandais, la station Inra-Cirad de San Giuliano et les plantations de clémentiniers dans la plaine orientale. Hélas ! Bien de ces déplacements et visites pour lesquelles je me considérais comme un guide touristique-scientifique n'ont débouché sur rien. Quel métier ! Comme mon métier d'agronome était loin !



Chine, South China Academy for Tropical Crops, 1985. Hervé Bichat (en partant de la gauche à la 8^e place).

J'avais été pourtant très impliqué au départ dans la fondation du centre car, alors que je séjournais à Montpellier pour travailler avec L. Malassis, encore directeur de l'IAM (Institut agronomique méditerranéen), nous fûmes invités par maître F. Delmas, alors maire de Montpellier, à un barbecue dans son mazot pour m'annoncer et fêter la cession officielle par la ville du domaine de Lavalette au Gerdat. J'acceptais avec l'accord de J. Alliot et je fus obligé *in extremis* d'y prononcer une allocution de remerciements que L. Malassis, plus expérimenté, m'aïda à préparer.

Vous adaptez-vous à la problématique de chaque pays ?

On me posait une question. Le premier problème était d'essayer d'arriver à faire clarifier la question posée souvent par deux organisations qui n'étaient pas d'accord. Au Gabon, par exemple, j'ai eu du mal à comprendre ce que voulait le chef de service ou le ministre de l'Agriculture et j'avais aussi une position opposée du ministère de la Coopération. J'ai donc fait une étude qui a peut-être satisfait le Gabon mais pas du tout le ministère de la Coopération. Résultat ? Mes propositions n'ont pas été retenues et financées, et le rapport n'est jamais sorti de la rue Monsieur. C'est classique !

Au Cameroun, il s'agissait du début de ma carrière et je ne pouvais faire autre chose que m'adapter. Je crois y avoir laissé une bonne réputation car des gens se souvenaient encore de moi au moins dans l'ouest. Je n'ai jamais eu l'opportunité de refaire un petit tour dans le Nyong et Sanaga quitté en 1952. J'ai même retrouvé mon aide-comptable du SMCA, Daniel Bounkeu, dont j'avais été le témoin pour son mariage, reconverti dans le secteur privé et dirigeant l'agence Total de Yaoundé. Mais, techniquement parlant, on ne se souvenait que de mes efforts en matière de conservation des sols mal compris et peu appréciés des femmes Bamiléké.

Au Sri Lanka, j'ai beaucoup travaillé en brousse avec un sociologue sri-lankais remarquable. Nous avons pu ensemble faire émerger la notion de *peasant leader*. Ce n'est pas forcément le chef d'une

famille influente, ni un gros propriétaire ; en fait, c'est toujours la communauté qui se rassemble derrière quelqu'un qu'elle a choisi pour des raisons qui n'ont rien à voir avec sa fortune ou sa situation sociale mais parce qu'il est compétent pour guider, organiser, arbitrer les différends. Il est reconnu comme le leader. J'ai découvert vraiment l'irrigation en Asie et beaucoup appris des paysans. C'est ainsi qu'à pu naître cette idée de *peasant leader*, beaucoup plus sociologique qu'agronomique. Il fallait en effet éviter les disputes et les discussions sur les modes d'attribution et de gestion de l'eau. L'eau ne manquait pas mais le problème central était celui de la gestion des canaux communs, des périmètres prévus par le projet d'aménagement. Pour y aboutir, il fallait travailler et réfléchir avec quelqu'un du pays et se sentir dans le coup directement.

En revanche, il y a deux choses que j'ai essayé de leur apprendre. Ainsi, en Indonésie, il m'a été demandé ce qui pouvait être cultivé sur les bas de pente entre l'hévéa ou le palmier à huile et le café ou le thé. J'ai dit : « Faites du cacao ! » Il y avait là quelques cacaoyers, j'ai donné des explications et fait des démonstrations et j'ai fourni par la suite des articles à des collègues indonésiens. Effectivement, à l'époque où j'étais en Indonésie, la production de cacao devait être de quelques milliers de tonnes ; maintenant elle doit avoisiner 150 000 tonnes.

Un autre exemple, toujours en Indonésie, a été de tenter d'apprendre aux gens, qui, de tradition, font de la culture irriguée, que la culture pluviale n'était pas seulement une culture de primitifs et qu'on pouvait, en saison des pluies, faire du riz en dehors des périmètres d'irrigation. Quand j'y étais, ils en ont fait, peut-être pour me faire plaisir mais à l'époque pour eux, c'était le riz de montagne, le riz des Dayaks, ces méchants Papous de Bornéo ! Alors pour l'Indonésien de Java ou même de Sumatra, ce ne pouvait être qu'une culture de sauvages. C'est dommage parce que ces paysans ne savent faire pratiquement que de la culture irriguée, laissant des quantités de sols inutilisés alors que le pays est déjà surpeuplé. On ne peut pas tout irriguer. Quand même !

Pourriez-vous évoquer le tournant vers le Cirad ?

Selon moi, l'histoire du Cirad doit être divisée en deux périodes distinctes, séparées par le changement de majorité présidentielle et de gouvernement de 1981. En effet, ce changement politique eut des incidences non négligeables, pour ce qui nous concernait, sur deux importants domaines : l'organisation de la recherche telle qu'elle avait été conçue puis mise en œuvre auparavant sous l'influence du président Giscard d'Estaing et les changements drastiques dans la politique de coopération.

Je n'ai ni la connaissance ni les compétences pour juger des raisons et de la valeur de ces brutaux changements de cap. Je n'ai pu que constater l'arrivée d'un nouveau président, Hubert Dubois, coiffant à la fois l'Orstom et le Gerdat, le départ subit et forcé de J. Alliot rejoignant la Caisse centrale suivi de son remplacement par H. Bichat et l'arrivée d'un nouveau directeur scientifique, R. Billaz, qui nous arrivait du ministère des Affaires étrangères.

En 1973, nous avions accueilli H. Bichat qui rentrait de Côte d'Ivoire et cherchait un poste. Nous venions juste d'emménager dans l'immeuble de l'Irca qui s'était retiré dans le bâtiment du fond et nous étions en pleins travaux. Nous n'occupions encore que les pièces du rez-de-chaussée mais il fut possible de lui trouver un bureau au premier étage au milieu des gravats ! Il me semble qu'il avait ensuite été rapidement recasé comme chargé de mission auprès du directeur des industries agricoles du ministère de l'Agriculture, Perdrix, administrateur de la Fom qui s'était parfaitement reconverti. Il aurait aussi fait un bref passage au centre de prospective du ministère.

Mais H. Bichat est revenu très rapidement dans le dispositif comme directeur du Ceemat après le départ de Charles Gaury, vers 1975. Il en est reparti aussi vite pour devenir responsable des questions agricoles à la DGRST, ancêtre du ministère de la Recherche, où je l'ai revu occupant un bureau voisin de celui de Loïc Le Floch-Prigent, chargé des questions industrielles. Il y fut accompagné ou suivi d'autres représentants d'instituts



Brésil, Rio Urubu. Station de recherche : pépinière palmier à huile, avec la coopération de l'Irho, Embrapa 1983.

et je me souviens y avoir vu Pierre Roche (Irat), Claude Bailly (CTFT).

C'est là que j'ai rencontré pour la première fois Henri Carsalade, futur directeur du Cirad, qui animait un groupe dont je faisais partie. C'était le Griza (Groupe de recherches interdisciplinaires sur les zones arides) où je retrouvais L. Malassis, Marc Gentilini, professeur à la Pitié Salpêtrière, qui commençait à se faire un nom dans le domaine des maladies tropicales, et le professeur F. Bour, nutritionniste intarissable. Du fond de la classe, avec M. Gentilini, nous nous faisons remarquer par nos bavardages intempêtes.

Après tous ces allers-retours, H. Bichat réintégra le Gerdac en 1980 comme conseiller scientifique, succédant à Jacques Lanfranchi (qui prenait sa retraite et qui décéda peu après, en 1984). Il devait cette fois-ci y demeurer et en devenir le directeur en 1981. Il ne l'abandonna qu'en 1990 pour prendre la direction générale de l'Inra après avoir achevé la transformation du Gerdac en Cirad dès 1985, sous l'amicale pression du ministre de la Recherche, Hubert Curien.

Je me suis étendu sur cette époque historique de la recherche agronomique tropicale, de la naissance du Gerdac à la mise en route du Cirad car cette évolution,

considérée par beaucoup comme révolutionnaire, fut l'œuvre de ces deux hommes, J. Alliot et H. Bichat. Elle représenta pour moi la moitié de ma vie active. J'y participais dès le départ avec enthousiasme; j'en vis l'évolution et la fin avec mélancolie.

Autant la période de regroupement de 1972 à 1981 m'avait enthousiasmé, autant celle de construction de 1981 à 1991, année de ma retraite, m'avait progressivement déçu.

En effet, au contraire de J. Alliot et J. Lanfranchi, H. Bichat a progressivement modifié mes attributions en les restreignant à ce qu'il jugeait le plus utile à la réalisation de ses projets sans admettre que je ne m'y sentais pas à l'aise. Je pensais en effet que, lorsque j'aurais monté et structuré le service des relations extérieures dont j'étais au début le *primus inter pares*, selon ses dires et ceux du président H. Dubois, je pourrais reprendre mes activités antérieures et rejoindre Montpellier comme tout le monde.

À maintes reprises, je lui avais clairement dit que je souhaitais vivement être muté à Montpellier pour me retrouver proche des chercheurs et jouer un rôle plus actif dans la construction et l'évaluation des programmes de recherche. J'envisageais par exemple d'organiser l'évaluation

de l'intérêt (l'impact) potentiel des programmes en cours d'élaboration et de mettre au point des techniques de jugement de leur réussite, non seulement sur le plan technique, mais aussi sur les plans économique et social. Je croyais et je continue de croire que cette approche complémentaire était utile sinon nécessaire. Je ne pense pas que cette idée ait été reprise jusqu'ici.

Au fil des années, les membres de ce service se sont succédé avec Jean Servant, Pierre Dubreuil, Claude Uzureau, Jean Laboucheix, sauf le responsable Afrique, Bernard Bachelier qui avait remplacé Henri Boulland, prêté au départ par l'IRCT, et moi. Bachelier a d'ailleurs rejoint Montpellier après mon départ, comme administrateur du centre.

Je me suis fait avoir par H. Bichat qui m'a fait miroiter pendant des années une mutation à Montpellier sans plus de précisions. Bien au contraire, non seulement je suis resté à Paris, mais j'ai fini relégué à Boulogne avec quelques économistes qui n'avaient rien à faire avec moi! À tout prendre, j'aurais préféré boucler la boucle en revenant à Nogent, point de départ de ma vie active! J'étais devenu tellement éloigné des chercheurs, que beaucoup ne me connaissaient pas et fort peu se sont rendu compte de mon départ! Comme



j'étais aux relations internationales et à Paris, finalement seul un petit nombre de chercheurs me connaissait : ceux qui travaillaient en Amérique latine, surtout ceux du Brésil, et ceux d'Asie, soit environ 25 à 30 personnes. C'était peu !

Voulant quand même aller à Montpellier par d'autres moyens, j'ai posé ma candidature pour la direction de l'École d'agriculture tropicale dont j'étais issu, au départ de Marc Latham qui venait de l'Orstom. C'était à l'époque le Cnearc qui est devenu aujourd'hui l'IRCI (Institut des régions chaudes). J'y croyais fermement mais H. Bichat ne m'a guère soutenu et l'opposition du syndicat Sfaaom, conduite par un ennemi de toujours, l'a fait capoter.

Je suis persuadé que H. Bichat m'a gardé près de lui parce qu'il avait besoin de moi. Je suppose donc que je devais être efficace dans ce travail qui me déplaisait ! Un peu diplomate, un peu agent commercial avec quand même un bon arrière fond scientifique. Mes camarades d'Asie reconnaissaient mon efficacité et se moquaient de moi en m'appelant le *money comber* ou *money finder*.

Il me revenait de préparer les négociations d'accords de coopération,

parfois d'en signer. Mais contrairement à l'Afrique, les discussions se faisaient d'égal à égal. Il nous fallait apporter à nos partenaires un complément à leurs connaissances et leur prouver que nous étions les meilleurs. Il fallait aussi financer notre apport, même dans des pays assez riches. Si nous ne le faisions pas nos concurrents l'auraient fait ! Je me souviens à ce propos du Singapourien, professeur de génétique à l'université de Singapour, enseignant par ailleurs dans une université américaine, qui me disait avoir pensé à faire appel aux français pour leur réputation en matière d'hévéaculture. Ses élèves travaillaient sur la feuille de l'hévéa sans rien savoir de l'arbre et de sa culture. Il ajoutait : « J'enseigne la connaissance scientifique à des étudiants qui ne savent rien de cet arbre pourtant introduit dans leur pays et disséminé depuis dans toute l'Asie ». Mais rien ne fut conclu faute de financement et d'intérêt de l'Irca.

Êtes-vous resté au Cirad jusqu'en 1990 ?

Oui, et j'ai été condamné à rester à Paris, rue Scheffer, ce qui m'a de plus

en plus coupé des chercheurs et de la vie scientifique concentrée au centre de Montpellier, à l'exception d'une petite équipe d'économistes conduite par Michel Griffon, créée et implantée au jardin tropical de Nogent, probablement pour occuper les lieux après le départ des derniers forestiers.

Je n'ai plus fait que développer nos contacts à l'étranger, en rendre compte au président et au directeur général, rédiger des notes à caractère plus géopolitique que scientifique. Ces activités se sont poursuivies après le départ de Hervé Bichat pour l'Inra, avec Henri Carsalade, son successeur, mais se sont progressivement réduites.

Ainsi notre président, ancien ambassadeur, me considérait comme un attaché d'ambassade, me faisait faire ses plans de table lorsqu'il recevait (pour les modifier au dernier moment !) et préparer certains de ses discours dans lesquels je devais incorporer des citations de Mallarmé.

Transféré de la rue Scheffer à l'annexe de Boulogne-Billancourt, je n'avais plus que des contacts espacés avec l'état-major et j'avais pour dernière mission d'entreprendre un gros travail de réflexion et de synthèse sur le passé, le présent et

l'avenir du Cirad en Asie. Ce document de 125 pages comportant près de 400 pages d'annexes, qui m'avait demandé près d'un an de travail, fut édité pour un usage interne en novembre 1990 et ne connut, pour des raisons que j'ignore, qu'une diffusion très restreinte. D'ailleurs, je ne crois pas que mes suggestions aient été prises en considération et aient eu un quelconque effet sur la politique ultérieure du Cirad.

J'ai pu aussi profiter de mon temps disponible pour guider des étudiants thésards dans leurs recherches. J'en avais déjà suivi un depuis son mémoire de sortie de l'Esat, jugé avec Jean-Marc Boussard, jusqu'à sa soutenance de thèse et durant son début de carrière à l'IFCC jusqu'à son transfert imposé à l'Irat. Deux autres sont venus me trouver directement et ont brillamment soutenu leur thèse; l'un est maintenant au CNRS et l'autre à l'Orstom car le Cirad n'avait pas d'emploi pour eux ou les moyens de les employer. Dommage!

En outre, deux de plus m'avaient été envoyés par François Sigaut, un agro, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) : une Mexicaine et un Congolais qui n'ont pu en venir à bout en raison de problèmes financiers malgré le très maigre financement que je pouvais leur apporter. C'est encore dommage! Ils auraient pu être de très bons éléments pour le Cirad mais à cette époque on ne recrutait pas de thésards ni même de docteurs, surtout en sciences économiques!

Je n'ai été maintenu au Cirad jusqu'à près de 66 ans que parce qu'on ne me trouvait pas de remplaçant compétent et disponible. C'est finalement J. Laboucheix qui dut prendre en charge l'Asie en plus de sa responsabilité de l'Amérique latine. Vieux baroudeur issu de l'IRCT, J. Laboucheix avait déjà beaucoup navigué dans le monde tropical aussi bien en Afrique qu'en Asie et en Amérique latine. Aussi, sa vaste expérience lui a permis d'assumer aisément ce surcroît provisoire de responsabilités et de travail jusqu'à la réorganisation des relations extérieures du Cirad.

Un regard en arrière m'autorise à juger que je n'ai été réellement à ma place au Gerdat-Cirad que lorsqu'il fallait rassembler et construire : à ses débuts pour

ouvrir les instituts à l'économie rurale puis à celle du développement, par la suite pour œuvrer à le faire sortir d'Afrique et à donner une vraie dimension au qualificatif « international » qu'il s'était donné un peu tôt. Ce jugement *a posteriori* me confirme que je n'ai jamais été un vrai chercheur, mais beaucoup plus un agronome de développement et un économiste de projets. Je pense avoir été aussi un assez bon diplomate pour avoir achevé ma carrière en faisant de la pseudo diplomatie.

Sur toute une carrière de 40 ans d'activité et plus, quel est votre meilleur souvenir ? Et quel est le pire moment ?

Au plan personnel, la rébellion en pays Bamiléké nous a épargnés, ma famille et moi. Mais nos enfants, assez effrayés, plus par les armes et les précautions prises que par les dangers potentiels, avaient été rapatriés en France en temps opportun. Mon épouse n'aimait pas du tout les pistolets que les gendarmes avaient tenté de lui faire utiliser, ni les grenades à porter dans son cabas. Elle a gardé un admirable sang-froid et a fini son séjour comme secrétaire du préfet (héros FFL et compagnon de la Libération), en charge du courrier confidentiel et du chiffre! Pour ma part, j'avais bien reçu des coups de fusil en remontant le col de Bana. Ils avaient seulement perforé la bâche de mon pick-up et leurs auteurs m'avaient fait passer un mot trouvé un matin sur la porte de mon bureau : « Pardon patron! On ne savait pas que c'était toi ».

Le pire moment fut fin 1961 quand j'ai cru que j'allais mourir. J'ai eu un accident de voiture à Ouagadougou, en Haute-Volta. Alors que j'allais déjeuner dans ma petite deux CV, j'ai été percuté sur ma gauche par le chauffeur d'un ministre qui utilisait, bien entendu, la grosse voiture du patron sans autorisation. Aussi, au lieu de me porter secours, est-il parti au village chercher des faux témoins. Pour ma part, j'ai été ramassé, paraît-il, par un blanc et je me suis réveillé deux jours après en salle commune dans le vieil hôpital de Ouaga (le nouveau n'était pas encore ouvert), avec des rats qui couraient sur ma moustiquaire. Le ministre

est quand même venu me voir, sans plus. Toutefois, j'ai eu de la chance car il était assuré, ce qui était rarissime dans ce pays. Aussi mon accident fut pris en compte comme accident du travail et me valut par la suite indemnisation et rente d'invalidité. Voyant mon état et celui de l'hôpital, Gilbert Élias, successeur de J. Lanfranchi, chef du service de l'agriculture et ancien du Cameroun, me récupéra chez lui, où je fus entouré de soins et d'attentions par son épouse jusqu'à mon rapatriement. Je pus repartir grâce à deux anges gardiens qui m'embarquèrent en me tenant sous les bras, l'un à droite, l'autre à gauche et prirent soin de moi durant le voyage : Jacques Moity, directeur local du plan, administrateur Fom et ancien du Cameroun, et Jean-Pierre Bérard, directeur au ministère de la Coopération qui rentrait de mission. À l'arrivée, Air France me prit en charge, me fit mettre sur une civière et me renvoya chez moi.

Je n'ai plus entendu parler de rien. La Sedes s'est chargée de tout avec une efficacité remarquable : expertises médicales, avocat (il n'y en avait qu'un à Ouaga), contentieux, assurance, sécurité sociale et s'est montrée très chic avec moi en me reprenant dès que j'en ai été physiquement capable et en me considérant comme un travailleur utile alors que je suis resté pratiquement inutilisable pendant plusieurs mois. Un an après, je fus conduit à repartir en mission au Cameroun et à Dschang, ce qui me rendit équilibre psychique et confiance en mes capacités retrouvées. Il ne me reste de cet accident qu'un mauvais souvenir et quelques séquelles qui se réveillent maintenant.

Au plan professionnel, je conserve un souvenir amer de mon impair avec Aimé Drogué, mon chef de service au Cameroun en 1953-1954 qui entraîna mon renvoi en brousse, à Dschang, à mon retour de congé. Sur le moment, j'ai eu l'impression d'avoir été viré et rétrogradé. Après, j'ai apprécié énormément le pays, les gens et l'agriculture que j'avais à y faire et j'y ai acquis des compétences économiques, sociologiques et aussi techniques qui m'ont été bien utiles par la suite.

Évidemment, ma fin de vie active a été plutôt gâchée par mon maintien à Paris pour y exercer des fonctions qui ne me

B. Simon perdu dans Bangkok, il se fait indiquer son chemin par une vendeuse de souvenirs, Thaïlande, 1987.



passionnaient guère. De surcroît, le retour vers l'Afrique donnait peu d'intérêt à mes efforts sur l'Asie.

Finalement, j'ai conservé beaucoup de bons souvenirs ! Tous les mauvais souvenirs s'effacent.

Ainsi l'Afrique : j'y ai quand même travaillé pendant dix-huit ans, presque la moitié de ma carrière. C'est à elle et aux Africains que je dois ma formation, mon ouverture sur les problèmes autres que techniques qu'il fallait résoudre pour enclencher un processus de développement endogène aux différents niveaux envisageables : ménage, famille, village, tribu, ethnies... C'est drôlement compliqué le développement !

Je n'ai pu ensuite qu'avoir des aperçus rapides et superficiels sur les pays où j'ai eu à intervenir. Ils m'ont montré tout l'intérêt de l'agriculture comparée chère à René Dumont et celui des transferts de technologies dont on pouvait être le passeur sans être pour autant un chercheur, par exemple la riziculture pluviale de l'Afrique au Sri Lanka, la transformation artisanale du manioc du Brésil à l'Indonésie.

Dans quels autres pays auriez-vous aimé vivre ?

J'aurais aimé vivre au Brésil et à Ceylan (aujourd'hui le Sri Lanka).

Je me suis tout de suite senti chez moi au Brésil, que ce soit en Amazonie ou au Paraná, en ville ou en brousse. Je ne m'y sentais pas étranger (à condition de ne pas parler anglais !). J'ai très vite compris puis bafouillé la langue. J'ai aussi assimilé leur musique et leur football et surtout apprécié le dynamisme, l'énergie et l'adaptabilité des colons du front pionnier souvent citadins et originaires du sud. Ah ! Le coiffeur de Rio et sa jeune femme défrichant leur concession dans un coin perdu le long de la future transamazonienne et vivant misérablement tout en se voyant un avenir sans nuages ! Ou encore les colons *nisei* (immigrants ou ex-prisonniers de guerre japonais) déplaçant sans relâche leurs cultures de poivriers à mesure de leur destruction par la fusariose.

Au Sri Lanka, c'est plus la qualité des gens qui m'a conquise mais je n'ai pas travaillé en zone Tamoul. C'était essentiellement le bassin de la Mahaweli Ganga. J'étais confiné dans la zone du projet, lui-même inclus dans la région la plus touristique, entre Anuradhapura, Sigiriya, les grands bouddhas... Et quand je n'étais pas à Colombo, je vivais à Maha Illupalama, dans une station de recherche qui était quasiment abandonnée depuis le départ des Anglais. Isolé par la langue, j'ai eu le bonheur de bénéficier d'un *counterpart*, sociologue de formation, dont les techniques d'analyse étaient voisines des

miennes. Nous avons fait ensemble du bon travail et identifié nos *peasant leaders*, bases du programme que j'aurais souhaité voir mis en œuvre. Très vite adopté dans les villages étudiés, j'étais invité à manger (mi déjeuner, mi dîner) chaque fois dans une famille différente. Chaque femme cherchait à faire un curry meilleur que celui de sa voisine, et c'était un véritable concours de cuisine comme lorsque j'étais scout !

J'ai profité de mes séjours pour être initié au bouddhisme par l'intermédiaire d'un missionnaire français que j'approvisionnais en tabac pour sa pipe, et qui m'introduisit dans un cercle de méditation à la *dagoba* (temple) de la dent de Bouddha à Kandy. Quelques incursions dans les plantations de thé de la *Up-country*, jusqu'à Nourhélia et Horton plains (avec grésil sur les pelouses et feu dans la cheminée de la chambre) m'ont fait découvrir la culture du théier et la misérable existence des cueilleuses tamoul.

Quel est votre meilleur souvenir au point de vue technique agricole ?

Peut-être le pari réussi de planter des arbres dans le désert à Abu Dhabi ou la mise en route expérimentale et réticente de la culture du riz pluvial sur les sols de pentes par des cultivateurs ceylanais ne connaissant que les cultures irriguées.

Quelles sont vos satisfactions ?

Sur le moment, j'ai été extrêmement flatté de représenter la France à la commission « agriculture » de la Cesap (Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique). Le secrétaire général des Nations unies a des représentants régionaux, appelés secrétaires généraux adjoints des Nations unies, qui sont sensés arbitrer les problèmes régionaux et qui dirigent des filiales régionales de l'ONU. Celui pour l'Asie et le Pacifique réside à Bangkok. Son titulaire était un ressortissant du Bangladesh, Mohamed Kibria, pour lequel j'ai eu une sympathie spontanée qui s'est révélée réciproque. La facilité de nos rapports et l'estime qu'il portait à la France ont permis à Jacques Deuse et son équipe d'investir l'immeuble de la Cesap, à tel point que l'étage où ils étaient installés été surnommé *the french floor* ! Cette présence, considérée

comme abusive par certains, me valut d'ailleurs une engueulade mémorable avec un expert danois qui s'estimaient lésé !

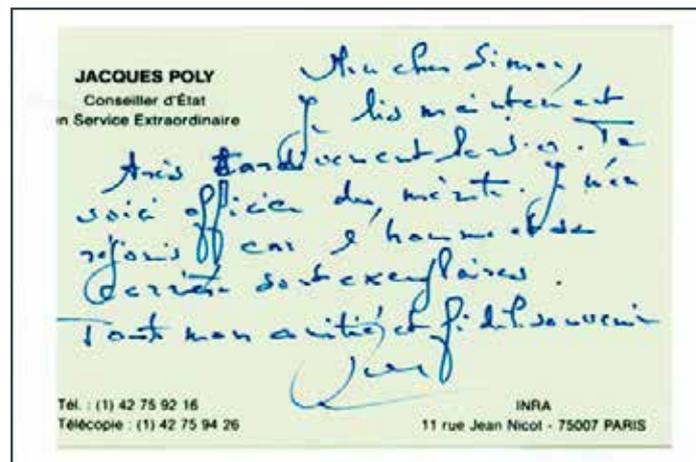
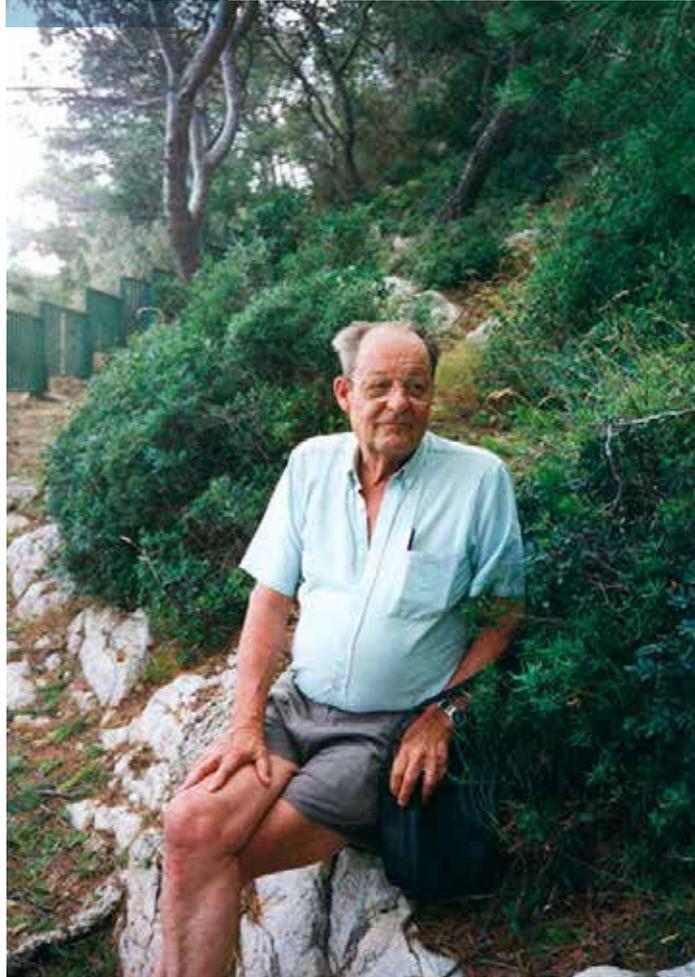
Des commissions internationales se tiennent souvent à Bangkok pour régler des problèmes régionaux. Une commission agricole s'est réunie lors d'un de mes séjours. L'ambassadeur de France venait d'arriver et ne voulait pas s'occuper des questions agricoles, d'environnement, etc. Il avait demandé à son conseiller culturel d'y aller. L'individu en question, que j'avais vaguement connu rue Monsieur autrefois (un postier), a répondu à l'ambassadeur : « Moi, je ne veux pas ! Je n'y connais rien ! - Et bien on va y envoyer votre ami Simon ! » Et je me suis retrouvé à cette commission derrière le panonceau « France ». Il y avait quand même, en plus de l'équipe Gerdat (Damien Jourdain, Jacques Deuse, Jean Laboucheix, Guy Machet), Bidaut, le fameux conseiller (muet). Je me suis fait agresser quasiment d'entrée par le représentant de la Mongolie sur la reprise des essais nucléaires par la France dans le Pacifique. Alors j'ai botté en touche en disant qu'on était là pour s'occuper d'agriculture et que je n'étais ni compétent ni mandaté pour parler de cette affaire-là. Mais c'était vraiment drôle ; je me sentais tout fier ! Il faut avoir les épaules larges quand on représente la France !

J'ai terminé mon examen de passage par cette amusante anecdote pour que vous ne pensiez pas que je me prends au sérieux. Mon itinéraire a dû en effet vous paraître en zigzags et fort éloigné de ceux des chercheurs « classiques » du Cirad et plus encore de ceux de l'Inra.

Rétrospectivement, je crois que les plus belles années de ma vie professionnelle ont été d'abord mes périodes de travail de terrain, tant au Cameroun que par la suite pour divers projets, ensuite ces huit années passées à la Sedes à concevoir, exécuter et suivre des projets de développement rural, malgré la surcharge de travail qu'elles comportaient.

Et maintenant, revenant sur le tard à l'histoire, domaine auquel mes parents avaient pensé pour moi, je me consacre à la petite histoire, en « historien du dimanche » comme disait Philippe Ariès, en ne m'intéressant qu'à celle de l'agriculture coloniale française et de ceux qui l'ont faite durant notre deuxième expansion coloniale.

Retraité botaniste. Réserve du « gros cerveau » au dessus de Sanary, 1995.



Cette conclusion assez amère décevra peut-être mes camarades et amis du Cirad : j'aurais mieux fait de réintégrer la Sedes en 1972 et d'y terminer ma carrière. J'aurais pu m'y épanouir et probablement y être mieux utilisé mais il n'en reste pas moins que mes dix-neuf années de Cirad gardent pour moi le goût d'un rêve resté - hélas ! - inachevé.

ITEMS

Agronomie tropicale et post-colonisation/Agro Paris/Esat/André Angladette/René Dumont/Maurice Rossin/Cameroun/Yaoundé/Dschang/Cacao/Café/Paysannat/Conservation des sols/Développement rural/Sedes/Économie rurale/Projets Développement/Sogreah Grenoble/Abu Dhabi/Sri Lanka/Irrigation/Gerdat/Cirad/Brésil/Chine/Indonésie/Thaïlande/Asie du sud-est